

L'union sacrée derrière Concorde

p. 9

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°444 - 5 mars 1977 - prix: 3F

ITALIE:
les
lutes
étudiantes

p. 5

le 13 mars

***dites que vous n'acceptez pas
d'être lanternés d'élections en
élections, pendant que le patronat
licencie et que le gouvernement
bloque les salaires***

**VOTEZ POUR LES LISTES
«POUR LE SOCIALISME,
LE POUVOIR
AUX TRAVAILLEURS»**

sommaire

dans le monde

Page 4 :

- URSS : l'incendie de l'hôtel Rossia.
- Pologne : la répression contre les ouvriers et le Comité de défense.
- RFA : un savant très surveillé.

Page 5 :

- Italie : un mois de luttes étudiantes.
- Djibouti : quand les colonialistes se posent en défenseurs de l'indépendance des colonies.
- Iran : les difficultés d'un pays sous-développé.

en France

Page 6 :

- Roland Agret... toujours en danger de mort.
- Le procès des incendiaires du CES Pailleron.
- Licenciements de délégués du personnel.

Page 7 :

- L'inflation à la barre.
- La politique de l'emploi du gouvernement.

Page 9 :

- Concorde à New York : le poison nationaliste.
- La parution du Matin de Paris.

dossier

PAGES 10 A 15 :
LES MUNICIPALES :
LA CAMPAGNE DES REVOLUTIONNAIRES

Pages 16 et 17 :

- Lu avec intérêt.
- Ceux du Technique prépare sa conférence et sa fête.

Page 18 :

- Centrale nucléaire de Gravelines (Nord) : la grève.
- Banques : une journée d'action.
- Cipel-Caudebac : échec au chantage.
- SNCF : Fourcade joue les matamores.

Page 19 :

- Citroën-Aulnay : la répression continue.
- Chantiers navals de La Ciotat : la direction serre la vis.

culture et loisirs

Page 20 :

- Livres : Les grands navigateurs, d'Alain Bombard ; L'automne du patriarcat, de Gabriel Garcia Marquez ; Les causes de l'absentéisme féminin, par la CGT-Nord.

Page 21 :

- Théâtre : les ballets du Bolchoï à Paris.

Pages 22 et 23 :

- Films : La bataille du Chili (2^e partie), de P. Guzman ; Jour de fête, de Jacques Tati.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

COMMENT LA POLICE ASSURE LA « SECURITE » DANS UNE GARE

Dans la matinée du mercredi 23 février, j'attendais une amie à la gare Saint-Charles de Marseille, lorsqu'un flic me demanda ce que je faisais là et de lui présenter mes papiers. N'ayant pas de papiers, n'étant pas naturalisée française (j'ai 15 ans), il m'empoigna par le bras et me conduisit au poste. Il y avait là quatre flics. Ils m'ont enfermée dans le poste et ont commencé à me questionner sans me laisser le temps de réfléchir. Puis ensuite, ils m'ont fouillée et ont trouvé un paquet de tabac dans mon sac. Tout heureux, ils me demandèrent : « Tu te drogues pas des fois ? ».

Cela me sembla tellement aberrant que je me suis mise à sourire en leur affirmant que c'était faux. C'est alors qu'un des flics me gifla. Donc, pendant une demi-heure, ils me gardèrent là, me posant des questions sur le contenu de mon sac, sur mes amis, sur ma famille, sur mon lycée.

Ainsi pour la police, le fait de se trouver à la gare est louche et pas normal.

Ce sont des actes qui sont inadmissibles. Ils se croient vraiment tout permis ! (...)

L.N., Marseille.

CHOMAGE ET HEURES SUPPLEMENTAIRES

Camarades,

Travaillant dans un centre de tri, j'ai eu l'occasion d'assister à un épisode de durcissement en matière d'effectifs. (...)

A la suite de la décentralisation du courrier, le trafic a fortement augmenté à Melun-Centre de tri, contrairement au personnel qui, lui, stagne. Aussi, pour pallier cette augmentation, la direction fait appel au personnel en lui demandant (sous peine de ne pas obtenir des congés aux périodes souhaitées) de faire des heures supplémentaires : politique habituelle d'austérité certes, mais scandaleuse quand on sait qu'il y a en France plus d'un million de chômeurs ! Il faut également regretter la protestation modérée (pour la forme, pourrait-on dire) des trois organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) qui, en chœur, nous ont conseillé de ne pas « mordre » aux heures supplémentaires en nous faisant re-

marquer qu'elles étaient imposables !

Devant de tels faits, la seule revendication des travailleurs doit être : « Du travail pour tous », seule revendication capable de faire échec à l'intransigeance du gouvernement Giscard-Barre.

Amitiés révolutionnaires.

Du travail pour tous, il pourrait y en avoir effectivement en réduisant les horaires de ceux qui ont un emploi et en embauchant les chômeurs. Au lieu de cela, l'économie capitaliste entraîne à la fois le chômage pour les uns et la sur-exploitation pour les autres.

PERQUISITIONS POUR « RECEL DE DESERTEUR » A LANDERNEAU

Nous avons reçu la lettre de protestation qui suit :

« Jean-René Quinard était sergent dans l'armée de l'air. Engagé à 15 ans et demi pour sept ans, il est déserteur depuis septembre 1976 après avoir accompli plus de six ans et demi de son contrat. Depuis, il parcourt la France en dénonçant les longs contrats que signent des adolescents sans savoir ce qui les attend, et sans qu'ils aient la possibilité de les rompre, sinon qu'en faisant des « bêtises » ou en passant par l'hôpital psychiatrique. Jean-René Quinard avait lui-même demandé la rupture de son contrat par la voie hiérarchique, il y a deux ans, sans succès.

Le mercredi 16 février 1977, à 17 heures, deux officiers de police judiciaire et la gendarmerie se sont présentés au domicile de Jacques Le Roux, Robert Bian et Fanch Henaff à St-Urbain près de Landerneau, pour perquisitionner en vue de trouver Jean-René Quinard. Seul Jacques était présent. N'ayant pas trouvé l'ex-militaire, ils ont embarqué le civil. Après un interrogatoire à la gendarmerie de Daoulas, Jacques est placé en garde à vue et emmené à Brest où il passe la nuit.

Le jeudi 17, à 10 h 30 au palais de justice, il est présenté au substitut du procureur pour « recel de déserteur », délit qui couvre l'hébergement ou toute forme d'aide ayant permis à un déserteur de se soustraire à la justice. Interrogé puis ramené à la gendarmerie, il revient à 15 heures au palais de justice où le substitut du procureur lui déclare qu'il n'y aura pas de poursuite contre lui.

A 16 h 30 le même jour, le substitut du procureur et un assistant, les deux officiers de police de la gendarmerie et Jacques vont à St-

Urbain pour une seconde perquisition. Celle-ci durera 1 h 30 et des documents concernant Jean-René Quinard et son soutien sont saisis, tels que sa lettre au ministre des Armées, le livre dédié de Jean Toulat : Les grévistes de la guerre, des affiches de l'union pacifiste, etc.

Ont également été saisis des documents n'ayant rien à voir avec Jean-René Quinard comme le compte rendu d'une réunion du Comité antinucléaire de Landerneau, comme le carnet d'adresses de Jacques.

Toute cette enquête a été menée à la demande de M. Bihl, juge d'instruction près le Tribunal Permanent des Forces Armées de Metz, région militaire dont dépend Jean-René Quinard.

Ceci nous amène à poser quelques questions puisqu'on nous accuse de recel de déserteur :

— Après avoir accepté d'être militaire un long moment, Jean-René n'est plus d'accord avec l'armée. N'a-t-il pas le droit de changer d'opinion ? Si non, où est la liberté ? Si oui, pourquoi le poursuit-on ?

— Quel crime y a-t-il à héberger ou aider un ami poursuivi pour délit d'opinion ?

— A-t-on déjà vu quelqu'un recevant M. Dassault chez lui être poursuivi pour recel de trafiquant d'armes ?

— A-t-on déjà vu quelqu'un recevant Massu ou Bigeard chez lui être poursuivi pour recel de tortionnaire ?

Nous sommes solidaires de la lutte de Jean-René Quinard et nous demandons l'abolition des tribunaux d'exceptions que sont la cour de Sûreté de l'Etat et les TPFA, car ils portent atteinte aux libertés par ces perquisitions et interrogatoires qui deviennent fréquents, surtout chez nous en Bretagne.

On parle beaucoup des droits de l'Homme ces temps-ci en regardant vers l'Est, mais en France ?

Jacques Le Roux,
Robert Bian,
Fanch Henaff.

A PROPOS D'UNE PRECEDENTE LETTRE

Dans notre dernier Courrier des lecteurs, la réponse de la rédaction à la lettre de C.P. de Montpellier, concernant l'accord avec la LCR et l'OCT sur les élections municipales n'était pas satisfaisante. En effet, elle ne répondait pas aux questions politiques que posait notre correspondant.

Celui-ci, ainsi que tous nos lecteurs pourront trouver en pages 10 à 15 ce que nous pensons sur cette campagne et sur cet accord.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LUTTE OUVRIERE

Le 13 mars, pour les travailleurs, il n'y a qu'un seul choix possible : Voter pour les listes " POUR LE SOCIALISME LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS "

LES élections municipales vont se dérouler devant une toile de fond bien sombre pour les travailleurs : une crise économique dont on ne voit pas la fin, un nombre de chômeurs qui dépasse officiellement le million, une hausse des prix qui ne s'est ralentie ces temps-ci (d'après les indices officiels) que parce que Barre, en prévision des élections de mars, a tripatouillé la TVA en janvier.

C'est en fonction de cette situation que nous devons nous demander s'il convient d'aller voter le 13 mars, et pour qui. Il est clair que ce que nous demandent tous les partis en présence, ce n'est pas seulement de leur ouvrir les portes des mairies, c'est d'avaliser la politique qu'ils mènent face à la crise.

Aucun travailleur, aucun de ceux qui gagnent leur vie sans exploiter quiconque, ne peut envisager de voter pour la droite. Jamais, d'ailleurs, depuis des années, cette droite — qu'elle soit représentée par Giscard et Barre ou par Chirac — n'était aussi ouvertement apparue comme le parti des possédants contre la population laborieuse, prenant dans la poche des petites gens pour faire des cadeaux aux gros capitalistes.

Et il faut voir avec quelle morgue Barre parle des travailleurs qui manifestent leur mécontentement et affirme qu'ils peuvent toujours crier, que ce n'est pas cela qui le gêne !

Mais si la droite peut se permettre de traiter les travailleurs avec tant de mépris, n'est-ce pas parce que les organisations politiques et syndicales qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière, qui s'affirment les dirigeants naturels de ses luttes, ne font rien pour faire ravalier leur propos aux Barre et aux Chirac ?

Il y a cinq mois qu'avec le plan Barre le gouvernement a ouvertement déclaré la guerre aux travailleurs. Et qu'ont fait les confédérations syndicales ? Une journée d'action trois semaines plus tard et, depuis, plus rien, si ce n'est quelques mouvements si soigneusement éparpillés que personne ne s'en est aperçu. On a même vu Edmond Maire, le dirigeant de la CFDT, affirmer que l'heure n'était pas favorable à la lutte.

C'est que les partis de l'Union de la gauche n'aspirent qu'à venir au gouvernement pour y gérer les affaires du patronat, en incitant les travailleurs à faire des sacrifices dans « l'intérêt national », com-

me le font déjà les travaillistes anglais ou les sociaux-démocrates allemands.

Et les confédérations syndicales liées à l'Union de la gauche, au lieu d'organiser la riposte ouvrière au plan Barre, déploient leur talent pour désorganiser les luttes, pour émietter les mouvements, afin d'apparaître respectables et responsables aux yeux des patrons.

Oh, certes, il y a bien quelques nuances entre les prises de position de la CGT et de la CFDT, du PCF et du PS. Pour faire un peu plus radical, le PCF dit qu'il faut lutter. Mais que fait-il ?

Il participe à des listes communes avec le PS et, là où il ne le peut pas, il se lamente sur la méchanceté des dirigeants socialistes. En fait, entre la politique du PCF et celle du PS, il n'y a pas de différence, il n'y a qu'une rivalité pour les places.

Dans ces conditions, si pour un travailleur voter le 13 mars pour la droite, ce serait trahir sa classe, voter pour l'Union de la gauche, ce sera approuver la politique des confédérations syndicales et des grands partis de gauche et leur permettre de dire que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui les encouragent à ne rien faire pour s'opposer, par la lutte, au gouvernement et au patronat.

Tous les travailleurs qui sont conscients que la classe ouvrière ne doit compter que sur ses luttes pour imposer à la bourgeoisie de supporter les frais de sa propre crise ; tous les travailleurs qui pensent que, face à l'offensive du patronat et du gouvernement, le devoir des organisations ouvrières serait d'organiser la riposte d'ensemble de la classe ouvrière, voire de préparer une grève générale ; tous les travailleurs qui enragent devant l'inaction des confédérations syndicales et des grands partis de gauche, doivent le dire le 13 mars : en votant, partout où elles existent, pour les listes des révolutionnaires.

Si vous voulez que les partis de gauche et les confédérations syndicales entendent votre voix :

**LE 13 MARS, VOTEZ POUR LES LISTES
" POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS ".**

Arlette LAGUILLER

Voir en pages 10 à 15 nos articles sur les élections municipales.

ESPAGNE : le sommet de " l'euro-communisme " à Madrid :

un geste de Marchais et Berlinguer à l'égard de Carillo

La rencontre prévue à Madrid, entre Berlinguer, Marchais et Carillo, était attendue. D'abord parce qu'elle avait lieu à Madrid, dans un pays où régnait il y a encore moins de deux ans un régime de dictature et où, aujourd'hui encore, le Parti Communiste, s'il est toléré, n'est pas légalisé. Et ensuite parce qu'elle réunissait les trois dirigeants des Partis Communistes les plus importants d'Europe occidentale.

On attendait même une déclaration spectaculaire à l'issue de la rencontre, qui s'est achevée ce jeudi 3 mars. Mais, si déclara-

tion il y a eu, elle ne contenait rien qu'on ne connaissait déjà.

Les trois dirigeants ont réaffirmé qu'ils se tenaient prêts à donner toutes les garanties possibles pour être admis à partager les responsabilités du pouvoir avec les partis bourgeois traditionnels, et en particulier celle d'avoir définitivement pris leurs distances vis-à-vis de l'URSS.

Sur ce plan-là, ce ne sont pas Marchais et Berlinguer qui sont venus apporter leur caution à Carillo, le chef du Parti Communiste Espagnol. Celui-ci était déjà, dans l'illégalité, le parti le plus

avancé dans la voie de la rupture avec l'URSS, et c'est Santiago Carillo qui a pu se payer le luxe aujourd'hui de proposer à ses deux partenaires de condamner ouvertement « l'absence de liberté à l'Est ».

Pourtant, si les dirigeants du Parti Communiste ont tenu à cette rencontre, et à ce qu'elle ait lieu à Madrid, ce n'est pas seulement pour réaffirmer leur « euro-communisme », ainsi que l'appellent les journalistes.

C'était aussi l'occasion, pour Marchais et Berlinguer de marquer officiellement leur soutien au Parti Communiste Espagnol.

C'est un geste qui ne peut que plaire aux militants communistes français et italiens, qui pensent ainsi, par Berlinguer et Marchais interposés, marquer leur solidarité aux militants espagnols et qui peuvent voir que leurs partis respectifs ne sont pas isolés en Europe. Mais c'est surtout l'occasion de renforcer, aux yeux des militants espagnols, l'importance de ce Parti Communiste pas encore sorti officiellement de la clandestinité et dont personne ne connaît encore le poids réel... ni le futur score électoral.

Evidemment, la tenue de cette réunion à Madrid peut attiser la

rancœur de la droite espagnole et permettre au gouvernement de saisir ce prétexte pour retarder encore un peu la légalisation du PCE.

Mais de toutes façons, le fait que le gouvernement espagnol ait laissé cette réunion se tenir ouvertement et quasi officiellement à Madrid montre qu'il a l'intention non seulement de continuer dans la voie de la libéralisation où il s'est engagé, mais aussi de reconnaître le Parti Communiste Espagnol et de l'intégrer dans la vie politique du pays.

Sylvie FRIEDMAN



A l'angle de la place Rouge, la Tour centrale de l'hôtel Rossia, de 21 étages. (AFP)

URSS

L'incendie de l'hôtel Rossia

La nouvelle de l'incendie de l'hôtel Rossia à Moscou était à peine connue en Occident qu'elle s'accompagnait ici de commentaires « orientés » destinés à laisser entendre qu'il ne pouvait s'agir d'un simple accident. La radio, la télévision rappelaient l'attentat du métro de Moscou, la lutte des opposants soviétiques, faisaient état d'informations affirmant que le feu avait pris en plusieurs endroits à la fois, citant d'autres mystérieux incendies qui se seraient déclarés à Moscou. Pendant un instant, on parla même de l'incendie d'un deuxième hôtel.

Début d'une série d'attentats ? D'une provocation destinée à permettre une nouvelle vague de répression ? Les questions ne manquaient pas.

L'agence Tass, assez rapidement, devait annoncer qu'il s'agissait d'un accident dû à une défaillance du matériel d'ascenseur. Le feu se serait propagé très rapidement par la cage d'ascenseur. Manifestement cette explication n'a pas levé les doutes de

la presse occidentale qui, de bonne ou de mauvaise foi, — et le plus souvent de mauvaise foi — continue à pencher pour l'hypothèse d'un incendie criminel.

Qu'il y ait derrière cette attitude des raisons politiques, c'est bien évident. Tout ce qui peut desservir l'URSS est toujours bien accueilli, commenté et monté en épingle dans la presse occidentale. Mais si l'anticommunisme de la majorité de la presse peut se manifester à propos de tels incidents, c'est aussi parce que le silence, les méthodes et les mœurs des autorités soviétiques en matière d'information permettent ce genre d'interprétations. L'absence de liberté, dans le pays qui vit la première et la seule révolution prolétarienne triomphante et qui est aujourd'hui sous la coupe de bureaucrates parvenus, se retrouve à tous les niveaux de la vie sociale. L'information est rigoureusement contrôlée. La presse soviétique ne fait pas état des faits divers, elle ne fait pas état non plus de la plupart des événements politiques. Pourquoi ?

Parce que la réalité qu'elle montrerait à travers les faits et les événements n'aurait rien à voir avec la réalité officielle. Alors, sauf à l'occasion de quelques campagnes bien orchestrées, on gomme de l'actualité les voleurs, les assassins, les drames de la misère, les révoltes et les opposants. On les efface de l'actualité comme on les écarte de la vie réelle en les emprisonnant.

On n'a pas le droit d'en parler. Le résultat le plus clair, c'est que le moindre fait divers prend à tort ou à raison une résonance politique.

Ce que l'on cache finit par se savoir, bien ou mal, et plutôt mal, et alimente alors toutes les hypothèses. C'est une des rançons de la dictature en matière d'information.

Rien aujourd'hui ne permet de douter de l'explication avancée par les autorités soviétiques sur l'incendie de l'hôtel Rossia, mais cela ne préjuge pas de l'utilisation ultérieure que la dictature pourrait en faire, au gré de ses intérêts.

Colette BERNARD.

POLOGNE

La répression contre les ouvriers et le Comité de défense

Le Comité de solidarité avec les travailleurs polonais a tenu mercredi 2 mars une conférence de presse dont le but était de faire connaître la vérité sur la répression dont sont victimes les ouvriers d'Ursus et de Radom, surtout après les déclarations récentes du chef de gouvernement polonais qui affirmait qu'il n'y avait plus de problèmes. Mais aussi dans le but de faire connaître les objectifs que poursuit en Pologne le Comité de défense des ouvriers. Celui-ci a été créé le 23 septembre 1976 par un groupe d'intellectuels (dont Jacek Kuron) pour apporter une aide juridique, financière aux ouvriers licenciés et emprisonnés après les événements de juin 1976.

Contre le Comité, le gouvernement n'hésita pas à user de faux documents, de fausses signatures, pour discréditer l'opposition. Aussi celle-ci a décidé d'agir à visage découvert et de signer nominativement tous les documents authentiques. L'objectif de l'opposition est aussi de parvenir à un dialogue entre le pouvoir et les travailleurs. Certains membres de l'opposition pensent aussi que le gouvernement ne défend pas fermement, face à l'Etat soviétique, les intérêts nationaux polonais.

Un membre devait préciser que la popularité du Comité était at-

testée par le fait qu'il ne pourrait pas exister s'il ne jouissait pas d'une large audience en Pologne.

Puis Jacek Kuron, l'auteur, avec Modzelewsky, juste avant 1968, d'une Lettre ouverte au Parti Ouvrier Unifié Polonais qui leur valut de passer plusieurs années dans les geôles de Gomulka, en liaison téléphonique directe avec la salle de conférences, a répondu aux questions suivantes :

« Avez-vous des liens avec l'opposition dans d'autres pays de l'Est, et de quelle nature sont-ils ? »

— Je donnerai un avis personnel. Nous avons des contacts très lâches ; le Comité de défense des ouvriers n'est pas une organisation structurée. Chacun parle en son nom.

— Etes-vous solidaire avec la lutte des droits de l'Homme en URSS ?

— Nous avons envoyé un télégramme à Sakharov.

— Comment appréciez-vous le sommet euro-communiste de Madrid et l'euro-communisme en général ?

— Très positivement. Le rôle de l'euro-communisme joue un rôle très important, car les partis qui s'en réclament sont contre toute dictature et tout régime personnel. Cela crée une division dans le mouvement ouvrier, mais celle-ci était nécessaire.

— Quelle est actuellement le

nombre des ouvriers emprisonnés après les événements d'Ursus, et de Radom ?

— 22 sur 54 ouvriers emprisonnés pour fait de grève viennent d'être relâchés ; 32 sont toujours privés de liberté.

— Y a-t-il des sanctions contre les 889 signataires de la pétition d'Ursus ?

— Il n'y a pas eu de sanctions et actuellement les 889 ouvriers sont devenus 1.100 pour réclamer la réembauche de leurs camarades. Il y a tout de même des intimidations policières, des convocations. D'autre part, 1.000 lettres ont été envoyées au gouvernement pour demander la convocation d'une commission d'enquête parlementaire et, depuis, certains auteurs ont été sanctionnés. (Notamment un producteur de télévision.)

— Depuis juin 1976, les prix ont-ils augmenté en Pologne ?

— Oui, et de manière très forte. Mais cette augmentation est souvent dissimulée sous un changement de qualité.

— Envisagez-vous un prolongement politique au Comité ?

— Non, à aucun moment. Et si tous les ouvriers étaient libérés, réembauchés, et si toutes les exigences que nous avons formulées étaient réalisées, nous n'aurions plus de raison d'être. Mais cela fait beaucoup de si.

Jean VITTEAU.

RFA

Un savant atomiste allemand, Klaus Traube, qui travaillait au projet d'un surgénérateur, a été surveillé, suivi dans ses déplacements. Sa maison a été « visitée », divers documents professionnels et son carnet d'adresses photocopiés, des micros espions placés chez lui, son téléphone mis sur table d'écoute et ses correspondants repérés (avec l'aide des services français spécialisés), son courrier ouvert. Et Traube a été licencié de l'entreprise Kraftwerk Union bien que, selon l'information donnée par l'entreprise aux Renseignements Généraux allemands, il soit « pratiquement irremplaçable ».

C'est que ce savant est soupçonné par les autorités de la République fédérale d'être en relations avec un avocat défenseur du groupe Baader-Meinhof et avec un étudiant iranien dirigeant d'une organisation s'opposant à

Un savant très surveillé

la dictature.

La tradition est respectée. Une tradition qui n'est pas limitée à l'Allemagne. Car Maihofer (un « libéral ») n'a fait que rééditer des scénarios déjà connus en France : Frédéric Joliot-Curie renvoyé du Centre de l'Energie Atomique au moment de la « guerre froide » ; affaire des écoutes au Canard enchaîné avec, dans la version allemande, les faux plombiers remplacés par de faux pêcheurs à la ligne pour s'introduire dans les lieux et placer des micros espions.

Jean SANDAY

ISRAEL

Les quelque deux cents détenus arabes de la prison d'Ashkelon ont repris samedi 26 février leur grève de la faim. Ces détenus purgent de longues peines de prison « pour atteinte à la sécurité d'Israël ». Ils avaient suspendu pendant un mois leur grève de la faim après que les autorités pénitentiaires se sont engagées à donner des réponses positives à leurs exigences.

Mais aucune revendication n'a été satisfaite et, comme précédemment, les détenus protestent contre le surpeuplement de leur prison, les mauvaises conditions sanitaires, la mauvaise qualité de la nourriture. Ils exigent que les médecins israéliens soient remplacés par des médecins arabes.

L'administration pénitentiaire israélienne n'est pas prête à sa-

Grève de la faim des détenus palestiniens

tisfaire aux exigences élémentaires des prisonniers. Mais une première fois leur lutte l'a fait reculer. Aujourd'hui, ils peuvent obtenir satisfaction. Ils ont raison de se battre et ont tout notre soutien.

Y.M.

DJIBOUTI

Quand les colonialistes se posent en défenseurs de l'indépendance des colonies

Un des derniers lambeaux de l'empire colonial français, Djibouti, doit bientôt accéder à l'indépendance. Des négociations viennent de s'ouvrir à ce sujet entre Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et certaines formations politiques de Djibouti.

Des troubles répétés, des manifestations, des émeutes, l'envoi de troupes de répression, le quadrillage de la ville et le bouclage par un réseau de barbelés, l'expulsion de certaines parties de la population locale, tout cela a démontré à l'évidence que l'occupation française était jugée insupportable.

Et puis, pour la France, maintenant que le gros de l'empire colonial a acquis son indépendance, le rôle de Djibouti, petite escale africaine sur la route de

l'Indochine, a beaucoup moins d'importance.

Cependant, Djibouti conserve une valeur stratégique de premier plan. Elle commande une des extrémités de la mer Rouge.

Et surtout elle est au terminus de la voie ferrée d'Ethiopie qui conduit à Addis-Abeba. Si demain l'Erythrée, où les combats font rage, arrache son indépendance et se sépare de l'Ethiopie, cette dernière perdra toute sa façade maritime. On comprend que l'Ethiopie convoite le port de Djibouti.

Il en va de même pour la Somalie voisine, qui prétend que la majorité de la population de Djibouti veut son rattachement à la Somalie. D'ailleurs Djibouti, aujourd'hui « *Territoire Français des Afars et des Issas* », ne s'appelle-



La Légion à Djibouti : la protection « bienveillante » de l'impérialisme français. (Norma)

lait-il pas auparavant « *Côte Française des Somalis* » ?

Et derrière le conflit somalo-éthiopien se profile la rivalité américano-soviétique. L'URSS est alliée de la Somalie. Les USA tentent de conserver leur rôle en Ethiopie. Ils redoutent que, par Somalie interposée, Djibouti ne devienne un jour une base militaire soviétique ou pro-soviétique.

Alors la France, qui a si durement maintenu sa tutelle colo-

niale, se montre tout à coup curieusement soucieuse du sort du futur mini Etat indépendant de Djibouti.

Elle affecte de se demander comment il pourra survivre au milieu de toutes ces convoitises. Elle fait mine de s'inquiéter des rivalités ethniques, entre Afars et Issas, qui menaceraient de troubler le futur Etat indépendant en faisant semblant d'ignorer qu'elle a attisé les rivalités ethniques

pour tenter de prolonger sa domination.

Il est probable que l'impérialisme français s'appuiera sur les rivalités intérieures et extérieures pour se poser en protecteur ouvert ou déguisé de Djibouti. En tout cas, l'indépendance de ce pays et l'avenir de ses habitants est bien le cadet des soucis de l'impérialisme français.

André VICTOR.

ITALIE

Un mois de luttes étudiantes

Dirigée initialement contre un projet de réforme de l'université, la grève des étudiants italiens, qui semble s'étendre aux élèves de l'enseignement secondaire, rappelle l'atmosphère de Mai 68.

Depuis environ un mois, les mêmes slogans sont réapparus sur les murs des universités : « *Soyons réalistes : demandons l'impossible !* ». Les contestataires de 68, eux-mêmes, sont aujourd'hui contestés à leur tour.

A travers cette contestation spontanée et un peu provocante de toutes les institutions, c'est avant tout le refus d'une société d'austérité et de chômage qu'exprime toute une fraction de la jeunesse italienne.

Sur les deux millions de chômeurs que compte l'Italie, 50 % sont des jeunes. Et au cours des

dix dernières années, plus d'un demi-million d'étudiants ont quitté l'université, diplômes en poche, pour se retrouver... sur le pavé. Et il y en aura, prévoit-on, 200.000 de plus à la fin de l'année universitaire.

C'est cela que refusent les dizaines de milliers de jeunes, étudiants, mais aussi ouvriers et chômeurs, qui sont descendus dans la rue et qui s'apprêtent à le faire à nouveau dans les jours et les semaines qui viennent, malgré et contre l'inaction des organisations ouvrières. Et que cette protestation soit dirigée non seulement contre le gouvernement, mais également contre les syndicats et le Parti Communiste n'a finalement rien de surprenant.

Le Parti Communiste lui-même ne soutient-il pas en effet la po-



litique d'austérité du gouvernement actuel ? Le PCI et la CGT italienne — son secrétaire a été expulsé de l'université de Rome — récoltent aujourd'hui ce qu'ils ont semé et connaissent en quelque sorte ce qu'a connu le PCF avec les étudiants français voici neuf ans.

Le PCI a d'ailleurs senti le danger : devant l'ampleur des manifestations, il s'est empressé de prendre une position un peu moins critique vis-à-vis des étudiants. Et le responsable du PCI pour l'université d'expliquer : « *Il n'y aurait pas de risque plus grand dans la période actuelle que celui de répéter les expériences françaises de 1968, avec*

la coupure entre le mouvement ouvrier, Parti Communiste Français, et mouvement étudiant ». Mais cela n'empêche pas l'Humanité de continuer à accuser les étudiants — du moins les plus contestataires d'entre eux — d'être manipulés par les courants « les plus conservateurs de la Démocratie Chrétienne ».

Certes, en l'absence de luttes de la classe ouvrière, l'isolement du mouvement étudiant peut très bien donner naissance à certains courants politiques anti-ouvriers. Mais si une telle hypothèse se réalisait, la responsabilité en incomberait d'abord aux organisations ouvrières italiennes, qui n'ont d'autre politique que de

tenter de faire accepter l'austérité aux travailleurs et de s'opposer à toute lutte de la classe ouvrière. Et cela afin de permettre à la bourgeoisie de sortir de la crise aux moindres frais.

Il n'est pas dit cependant que la classe ouvrière, à l'exemple des étudiants, ne sache pas elle aussi se passer de l'avis des syndicats et des dirigeants communistes pour refuser de payer la crise.

Et c'est bien cela, sans doute, que craignent tous les tenants de l'ordre, de la Démocratie Chrétienne au Parti Communiste.

François SAVERT.

IRAN

Les difficultés d'un pays sous-développé

En raison du renchérissement de ses importations et de la stagnation de ses revenus pétroliers, la situation financière de l'Iran sur le marché mondial ne cesse de se dégrader. A Téhéran, on estime à 50 % la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis deux ans.

Pourtant, il y a deux ans à peine, toute une propagande nous présentait les pays producteurs de pétrole comme devant rapidement sortir du sous-dévelop-

pement. Et lorsque ces Etats, en particulier l'Iran, se sont mis à prêter des dollars dans les pays occidentaux, c'est tout juste si on ne nous expliquait pas qu'ils prenaient à la gorge les pauvres capitalistes européens durement touchés par la crise. Il faut dire qu'il s'agissait à l'époque, pour le gouvernement français entre autres, de faire retomber sur le dos des pays producteurs de pétrole la responsabilité des hausses du prix de l'essence décré-

tées par lui... En quelque sorte, c'était le voleur qui criait au voleur !

Aujourd'hui l'Iran apparaît pour ce qu'il a toujours été : un pays sous-développé. Un pays où la moitié de la population ne sait pas lire faute d'écoles... Un pays qui est contraint de recourir au troc, puisqu'il prévoit d'échanger directement son pétrole contre des équipements industriels fournis par les pays occidentaux ; un pays qui est obligé d'importer

non seulement les produits industrialisés, mais encore toujours plus de produits alimentaires...

Certes les sommes récupérées grâce à la vente du pétrole ont permis aux classes dirigeantes de ces pays, tels l'Iran ou l'Arabie Saoudite, d'accumuler des richesses importantes, mais elles ne pouvaient en aucune manière permettre de créer une véritable industrie nationale.

Qu'ils soient producteurs de pétrole ou pas, les pays sous-dé-

veloppés sont condamnés à le rester tant qu'existera la domination de quelques pays impérialistes sur le monde.

Ils sont condamnés, que ce soit sous la forme du pillage direct ou vertement colonial, ou par l'intermédiaire des échanges commerciaux (inflation, détérioration des termes de l'échange), à laisser une partie des richesses produites sur leur sol s'accumuler dans les coffres des métropoles impérialistes.

Jean-Jacques FRANQUIER.

Roland Agret... toujours en danger de mort

Mardi soir, Giscard accordait une remise de peine de trois ans et huit mois à Roland Agret. Et un communiqué de l'Elysée précisait : cette mesure « le met désormais dans les conditions légales pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une mesure de libération conditionnelle ».

Quelle hypocrisie ! Car si, au regard de la loi, Roland Agret peut effectivement être libéré du jour au lendemain, il reste, malgré la grâce qui vient de lui être accordée,

toujours en danger de mort.

Condamné il y a trois ans à 15 ans de réclusion criminelle pour un double meurtre dont il a toujours nié être l'auteur, cela faisait un an qu'il poursuivait une grève de la faim pour obtenir la révision de son procès.

Ainsi, pendant des mois, Giscard est resté muet. Et il aura fallu un dernier appel désespéré des médecins d'Agret pour qu'il se décide à intervenir. Et peu importe si, aujourd'hui, les troubles causés dans l'organisme d'Agret



Manifestation de soutien à Roland Agret devant le ministère de la Justice.

sont sans doute irréversibles (les médecins se refusent d'ailleurs à formuler tout pronostic) ! L'essentiel pour Giscard était de ne céder qu'en

toute dernière extrémité, afin de décourager d'éventuels imitateurs de Roland Agret. Comme quoi, pour Giscard, la vie d'un homme, mesurée à

l'aune de ses sentiments de « libéral avancé », pèse moins que quelques calculs de basse politique.

Anne SEVILLE.

Le procès des incendiaires du CES Pailleron reporté : les véritables responsables seront-ils enfin mis en cause ?

Finalement, le jugement des deux adolescents qui ont provoqué l'incendie du CES Pailleron où périrent vingt victimes, a été reporté.

Il est vrai que les avocats de l'Association des familles des victimes du CES avaient fait savoir qu'ils ne plaideraient pas pour la partie civile dans ce procès. Et ils l'ont fait savoir par une conférence de presse.

Car les familles des victimes ne veulent pas, n'ont jamais voulu que l'on dissocie le jugement des deux enfants de celui des responsables civils. « Les enfants ont allumé le feu, mais il n'y aurait jamais eu vingt morts si la construction avait répondu à des besoins de sécurité élémentaires. Nous ne voulons pas séparer la cause et ses conséquences » a déclaré le secrétaire général de l'Association des familles des victimes. Et le report du procès leur donne en partie gain de cause. L'Association demande des

comptes : pourquoi l'Education nationale a-t-elle refusé de publier le rapport de la commission du Sénat qui contiendrait des preuves accablantes à l'encontre des constructeurs et de l'Education nationale ? Est-ce parce qu'Olivier Guichard, l'actuel garde des Sceaux, était à l'époque du drame... ministre de l'Education nationale ? Pourquoi le procès des responsables civils est-il toujours reculé ?

Veut-on qu'il n'ait lieu que lorsque toute l'affaire sera oubliée, et qu'il ne soit plus question alors que de dommages et intérêts ?

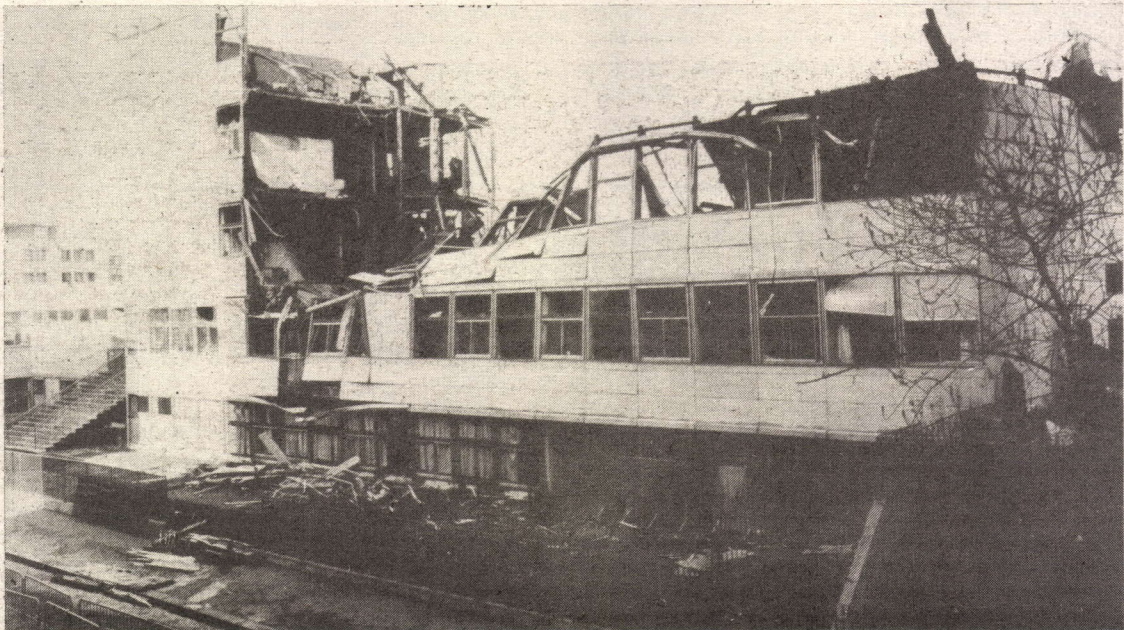
En tout cas, l'action de l'Association des familles des victimes a permis que cette scandaleuse affaire ne soit pas oubliée.

C'est elle qui a permis que soit révélé dans quelles conditions à partir de 1963 on a construit en France des bâtiments scolaires sans le moindre contrôle sur le respect des normes de sécurité. Une série de bâti-

ments semblables, à Canteleu, à Sarcelles, à Nice entre autres, ont flambé en quelques instants dans des conditions analogues. Et il a été révélé que ces constructions étaient à la merci d'un simple court-circuit. Il y a actuellement 80 CES du type de celui de Pailleron, qui ont peut-être depuis été aménagés, mais qui congénitalement restent de véritables dangers.

Les matériaux légers des parois, qui sous l'effet de la température se sont mis à dégager un gaz mortel, l'absence d'issues protégées du feu en cas d'incendie, et surtout l'absence de tout contrôle des autorités, alors qu'il s'agissait d'un marché unique portant sur des sommes considérables, sont bien plus les véritables responsables du drame que les deux jeunes gens que l'on voulait juger aujourd'hui pour un acte qui, dans d'autres conditions, n'aurait jamais eu les mêmes conséquences.

Louis GUILBERT.



Il y a actuellement quatre-vingts CES du type de celui de Pailleron qui restent de véritables dangers.

Quand les bourgeois foulent aux pieds leur propre loi

La CGT et la CFDT ont organisé, lundi 28 février, une conférence de presse dénonçant le licenciement abusif de syndicalistes.

Cinquante-cinq délégués du personnel ou délégués syndicaux (qui bénéficient d'après la loi d'une protection spéciale) auraient ainsi été licenciés, malgré la décision négative des inspecteurs du travail. C'est le gouvernement lui-même qui est intervenu pour autoriser les licenciements. Quelques exemples parmi tant d'autres : un représentant syndical a été congédié pour avoir invité une personnalité du Parti Communiste dans son entreprise. Une secrétaire du CE a été licenciée dans le cadre de licenciements économiques... Elle est la seule dans l'entreprise à avoir fait les frais de la restructura-

tion... Sans compter les multiples délégués qui se trouvent licenciés au cours ou à la suite de mouvements.

Une telle politique de la part du gouvernement et du patronat n'a guère de quoi surprendre. Les patrons profitent des licenciements qui ont lieu un peu partout pour se débarrasser des militants qui les gênent, même s'ils doivent, pour cela, fouler aux pieds leur propre légalité et s'asseoir gaillardement sur les quelques avantages légaux qu'ils accordent en « temps normal » aux organisations syndicales.

Un exemple de plus qui montre que les bourgeois respectent la loi... quand elle les arrange, mais savent très bien passer outre quand ils en ont envie !

A.S.

Les handicapés en ont ras l'bol !

Mercredi 23 février plusieurs organisations de handicapés ont tenu une conférence de presse pour dénoncer la « mendicité organisée » par le gouvernement à l'occasion de la « journée nationale des paralysés et infirmes moteurs », que celui-ci organise le 6 mars 1977.

En effet, outre le caractère scandaleux de cette quête, qui relègue les handicapés au rang d'éternels assistés, les organisations soulignent les résultats dérisoires d'une telle entreprise, qui rapporterait selon elles moins de 2 F par handicapé et par an ! De plus, les fruits de cette quête ne servent qu'à soutenir des associations qui ont l'oreille du pouvoir ou du moins qui ne remettent pas la politique du pouvoir en cause.

Mais surtout, ce que dénoncent le Comité de lutte des handicapés, le Mouvement de défense des handicapés, les Comités de stagiaires de l'association Valentin-Haüy et du Centre général des aveugles en rééducation et de la Confédération générale des aveugles, sourds, grands infirmes

et personnes âgées, c'est la trop fameuse loi de 1975 « en faveur des personnes handicapées » qui, sous prétexte d'intégrer ceux-ci à la vie sociale et à la vie professionnelle, en fait en réalité une sous-catégorie de travailleurs. Par exemple, les travailleurs en atelier protégé touchent 90 % du SMIC et exécutent essentiellement du travail de sous-traitance.

Par ailleurs, les handicapés déplorent le manque d'aménagements sociaux, en particulier les moyens d'accès aux différents édifices et surtout aux transports en commun. Mais, que ce soit dans ce domaine que dans ceux de la santé ou de l'éducation, que peuvent espérer les handicapés d'un Etat qui se moque éperdument de développer les services qu'empruntent les travailleurs ?

C'est pour tout cela que les organisations de handicapés suscitent appel à une manifestation le samedi 5 mars à 17 heures, place de la Concorde.

André JUILLIARD

L'inflation à la Barre

A l'automne, en présentant son plan, Raymond Barre avait justifié l'austérité par la nécessité de vaincre l'inflation.

Or il y aura, dit-il aujourd'hui, un déficit de l'ordre de dix milliards de francs lourds pour le budget 1977.

Cette annonce arrive juste après celle du chiffre des subventions accordées à la sidérurgie. Quatre milliards et demi ! (la moitié du déficit pour 1977 !) pour consolider les capitaux de Sacilor et d'Usinor et leur permettre de licencier 20.000 à 25.000 personnes d'ici 1980 ! Voilà l'illustration de ce qu'entend le gouvernement lorsqu'il parle de « sacrifices pour tous » !

Et c'est la reconnaissance éclatante, par le gouvernement lui-même, que, au contraire de tous ses dires, il ne combat l'inflation, mais qu'il la relance. Il l'organise et il le sait : les indices qui indiquent le contraire sont truqués par les soins d'organismes étatiques comme l'INSEE.

C'est un choix social, conscient, qui dicte cette politique délibérément inflationniste.

D'un côté, le gouvernement bloque les salaires, il réduit de deux milliards les subventions aux services publics ; de l'autre, il distribue des milliards aux trusts. Il n'a qu'un souci : aider ceux dont il sert les intérêts à traverser cette crise sans dommage.

Et la suite logique de cette politique inflationniste a toutes les chances d'être la dévaluation.

Par toutes ses déclarations, Barre l'annonce déjà officiellement à tous ceux à qui elle

peut profiter. Aux industriels à qui il fait miroiter une relance possible des exportations. Aux détenteurs de capitaux, qui vont pouvoir s'en donner à cœur joie de spéculer.

Pourtant, le gouvernement attendra probablement que les élections législatives soient passées pour annoncer la dévaluation, car celle-ci n'est pas un argument électoral auprès de la petite-bourgeoisie

et des petites gens qui savent bien, d'expérience, qu'elle signifie une amputation brutale de leur niveau de vie.

Mais en attendant, la spéculation continuera et s'amplifiera. Il y a quelques mois, une première vague de spéculations contre le franc avait entamé les réserves de la Banque de France. Ces jours-ci, le cours du franc a fléchi. Et l'inflation, le déficit du budget,

la perspective de la dévaluation ne peuvent que renforcer la spéculation. Sous peu, on nous parlera de nouveau de ces « capitaux flottants » qui transitent de pays en pays ; on pourra voir les grandes entreprises privées et même publiques (telles les banques nationalisées ou la Régie Renault), qui brassent des sommes considérables dans et hors du pays, spéculer sur une dévaluation... et par là même

la rendre encore un peu plus inévitable.

Pour ces gens-là, l'austérité n'existe pas, ils en vivent. Et le plan Barre, générateur d'inflation, ne leur offre que des possibilités supplémentaires de spéculer et de proliférer...

Pierre LAFFITTE.



Raymond Barre se félicite de ce que les prix n'aient augmenté que de 0,3 % en janvier. Ce qui fait 99,7 % de barratin ! (AFP)

La politique de l'emploi du gouvernement, un avertissement :

Si la crise se prolonge, les travailleurs paieront la note

Dans une interview publiée par l'AFP le 1^{er} mars, Barre évoque à nouveau les problèmes de l'emploi. D'abord pour dénoncer, bien sûr, les « faux-chômeurs » ou les « chômeurs professionnels », et pour distinguer entre un chômage « grave et traumatisant » et puis un chômage qui, semble-t-il, pour lui n'en est pas vraiment un : celui des jeunes et des femmes.

Mais cette fois Barre ne s'est pas limité à ces arguments habituels de ses diatribes anti-ouvrières.

Insistant pesamment sur ce que coûte l'aide aux chômeurs, il a aussi affirmé sa préférence pour une autre politique, visant non plus à indemniser ces derniers mais, dit-il, à créer des emplois. « La vraie politique de l'emploi

consiste à éviter le chômage et non à en réparer les effets ». Et par « créer des emplois », il faut bien sûr entendre : accorder de nouvelles subventions aux capitalistes. En clair, cette nouvelle politique de l'emploi consisterait à verser aux patrons ce qui est actuellement versé aux chômeurs !

Quant à l'effet de ce genre de subventions, l'exemple de la sidérurgie lorraine est là pour montrer qu'il est effectivement... foudroyant en matière d'emploi.

Il est bien sûr difficile de savoir si ces déclarations annoncent réellement, à plus ou moins long terme, des mesures visant effectivement à réduire les allocations versées aux chômeurs ; ou si elles sont à mettre au compte de la surenchère anti-ouvrière

se s'adressant à l'électorat de droite.

Mais ce qui est certain, c'est qu'elles doivent constituer un sérieux avertissement pour les travailleurs.

Tout le monde, et y compris la majorité des travailleurs, vit avec l'idée que la situation des chômeurs, aujourd'hui, finalement n'a rien de dramatique. Et il est vrai que, dans la majorité des cas, grâce aux indemnités et allocations, le chômage, pour l'instant, ce n'est ni la misère ni la faim.

Mais penser que, si la crise se prolonge — et Barre lui-même affirme qu'il ne faut pas attendre d'amélioration de la situation de l'emploi avant longtemps — une telle situation pourrait s'éterniser, c'est se bercer d'illusions.

D'abord parce qu'à plus ou

moins long terme le développement du chômage peut dépasser les possibilités d'indemnisation.

Ensuite parce que, de toute façon — et Barre, aujourd'hui, nous en avertit — le gouvernement peut très bien choisir de faire payer, beaucoup plus encore qu'actuellement, les frais de la crise aux travailleurs, en supprimant ou en réduisant les allocations versées aux chômeurs.

Il le pourrait d'autant plus facilement que les organisations syndicales ignorent ce danger, cette menace et, en se refusant à organiser une riposte d'ensemble de la classe ouvrière aux licenciements et aux mesures anti-ouvrières du gouvernement, contribuent à démobiler les travailleurs et à renforcer leurs illusions.

Jean-Jacques LAMY.

Produits pharmaceutiques : du social à bon compte

Au nombre des multiples mesures en trompe l'œil qui s'accumulent ces jours-ci, il faut compter cette décision, annoncée à grand renfort de publicité, de proposer aux pharmaciens une convention qui permettrait aux malades de ne plus payer que le ticket modérateur quand ils achètent des médicaments.

En fait, la procédure dite du « tiers payant » existe depuis... vingt ans. Dans toutes les pharmacies, il est possible de demander à ne payer que le ticket modérateur, à condition toutefois que le pharmacien remplisse un formulaire en trois exemplaires et prenne patience pour obtenir son remboursement. Cette procédure n'est même pas allégée ou raccourcie par la prétendue convention. Le seul avantage en sera pour les malades pris en charge à cent pour cent, qui devaient jusqu'à payer quand même le ticket modérateur aux pharmaciens. Un nouveau formulaire leur permettra de ne plus rien payer du tout.

On voit que la nouveauté dans la mesure annoncée n'est pas facile à découvrir. En fait, le seul intérêt de cette opération sera d'avoir rendu public un avantage ignoré par la quasi-totalité des malades.

R.P.



Sports, rythmes et programmes à l'école :

Des promesses... mais pas de crédits

Il a beaucoup été question au dernier Conseil des ministres de rythmes scolaires, des loisirs des jeunes, de sports ; parallèlement, à la télévision, on fait de la publicité sur les rares classes de neige qui existent et où l'on voit des collégiens heureux faire du ski, se rouler dans la neige et se réjouir d'être à l'école. Ces temps-ci, l'heure est aux promesses : on va modifier la semaine scolaire pour mieux l'adapter aux besoins des enfants, on va développer le sport à l'école, on va rendre les programmes « pratiques, vivants, formateurs », etc.

L'avenir sera radieux à l'école... Quand ? Plus tard bien sûr, on verra après les élections en tout cas.

Comment ? Question indélitable ; nos ministres en proie au lyrisme ne s'abaissent pas à ces questions matérielles. En bref, pas un sou n'est prévu pour donner une ombre de réalisation à ces belles promesses ; pas un mot non plus sur la façon dont le gouvernement compte rattraper le retard scandaleux dans l'Education nationale en matière d'équipements sportifs et d'heures de cours non assurées. Il ne

perd pas le sens du réel malgré tout ; la réduction à 45 ou 50 minutes des heures de cours permettrait de faire des économies de postes. Cet aspect-là de la réforme a plus de chance de voir le jour que les autres.

De toute façon, ce qui préoccupe le gouvernement, ce n'est pas de savoir comment ils tiendront leurs promesses, mais que la population y croie, en tienne compte dans son vote... Pour le reste, on attendra bien les prochaines élections !

S.D.

L'accord sur le chômage partiel :

Les indemnités négociées compenseront tout juste les hausses de prix

Vendredi 25 février, le CNPF et la CGT, la CFDT, la CFTC ont signé un accord qui doit apporter quelques petites améliorations à l'indemnisation du chômage partiel.

Ainsi, le minimum de l'indemnisation horaire sera relevé de 8,40 F à 8,60 F (+ 2,4 %) le 1^{er} avril, puis à 8,85 F (+ 1,7 %) le 1^{er} septembre. Par ailleurs, le champ d'application de l'accord sera étendu à une partie des branches qu'il ne touchait pas mais pas à toutes ; enfin, sous certaines conditions bien définies, les salariés travaillant habituellement à temps partiel pourraient également en bénéficier.

Le contenu de cet accord est bien maigre. Il ne s'agit pas d'amélioration du taux d'indem-

nisation comme la presse l'a titré, mais simplement de compenser, et en partie seulement, les effets de la hausse des prix (un peu plus de 4 % d'augmentation pour 9 mois). Les seuls qui sentiront une amélioration seront ceux des salariés qui travaillent dans des branches marginales et qui entreront dans ce cadre de cet accord dorénavant.

Certes, on pourra toujours dire que c'est mieux que rien.

Mais pendant le même temps, le chômage partiel ne diminue pas. Des dizaines de milliers de travailleurs vont être mis en congé pour plusieurs jours à la SNIAS, à Berliet, à Usinor, Langrevy et à Usinor - Thionville, etc. Ces travailleurs vont voir leur salaire amputé de façon importan-

te, et leur niveau de vie va baisser encore plus.

Mais sur ce terrain-là, sur celui d'une réaction d'ensemble face aux attaques du patronat contre les moyens d'existence de la classe ouvrière, les confédérations syndicales n'ont rien à proposer, si ce n'est un changement hypothétique de gouvernement... dans un an, alors que la crise, elle, aura peut-être empiré. En attendant, les confédérations syndicales amusent la galerie avec des négociations autour du tapis vert, des mesures marginales bien incapables de renforcer en quoi que ce soit les positions des travailleurs face à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Paul SOREL.

IL Y A 25 ANS, LE 22 MARS 1952,

Les débuts de l'opération Pinay : l'histoire d'une légende

Depuis plus de vingt ans, chaque fois ou presque qu'un ministre des Finances propose un quelconque plan économique, il va d'abord consulter Antoine Pinay. Ce cérémonial fait partie de « l'action psychologique » : Pinay continue d'inspirer confiance aux bourgeois et aux petits-bourgeois.

Lors de la mise en place du plan Barre, la tradition n'a pas été complètement respectée. Ce sont les journalistes et même la télévision qui sont allés demander l'avis de Pinay, le « magicien » de la stabilité monétaire.

Sa réputation de vainqueur de l'inflation, de restaurateur de la stabilité monétaire est légendaire, mais à quoi tient-elle ?

Au début de l'année 1952 — pendant la Quatrième République marquée par l'instabilité ministérielle — le président de la République, Vincent Auriol, cherchait un Premier ministre, après la chute du gouvernement Edgar Faure. Il fit appel à un politicien réactionnaire peu connu, Pinay, mais qui se présentait comme

un adversaire de l'accroissement de la fiscalité alors qu'Edgar Faure venait justement d'être renversé pour avoir réclamé une augmentation de 15 % des impôts.

Il fallait à Pinay 313 voix à l'Assemblée nationale pour être investi. Le 6 mars 1952, il en obtint 324 et cela en particulier grâce à 27 députés gaullistes du RPF qui venaient de décider « d'aller à la soupe » (dixit De Gaulle), c'est-à-dire de jouer le jeu parlementaire qu'ils boudaient jusque là, en refusant de participer aux votes à l'Assemblée.

Puis le prétendu « miracle » se produisit. Jusque là, le pays connaissait une inflation galopante. En février 1951, l'indice officiel des prix de détail était de 121 et en février 1952 il était à 148,5 (base 100 en 1949). Fin mars, en revanche, il se stabilisait à 148 et en juillet redescendait un peu, à 142,8. L'inflation était arrêtée... provisoirement.

En fait, Pinay n'y était pour rien. L'indice des prix de gros

avait baissé dès février sous le précédent gouvernement. C'était la conséquence de l'arrêt du boom inflationniste lié à la guerre de Corée. Depuis un an déjà la baisse des matières premières avait entraîné des baisses de prix de détail aux Etats-Unis et en Suisse. Il était logique que cette tendance atteigne aussi la France.

Le président du Conseil, qui avait gardé pour lui le ministère des Finances, allait cependant profiter de cette stabilisation générale, tout comme il venait de profiter de la cassure du RPF.

Son prédécesseur Edgar Faure avait parlé de « politique de la magie » et écrivait avec pertidie « c'est un fait, et un fait remarquable, que le gouvernement malgré son inaction a obtenu des résultats ».

Mais à partir d'août 1952 la situation monétaire se gâtait de nouveau ; les prix se remettaient à grimper, prix alimentaires en tête. Pinay eut beau menacer producteurs et commerçants, bloquer les prix, rien n'y fit. Mais

heureusement pour son image de marque, le 23 décembre 1952 la défaillance d'un groupe important de la majorité (le MRP) le conduisit alors à démissionner : il venait de rester dix mois à la tête du gouvernement.

Pinay revenu aux seconds rôles, sa légende de vainqueur de l'inflation allait se forger. Il faut dire que la droite ne lui est pas seulement reconnaissante pour le « miracle » qu'il aurait accompli, ce qu'elle loue, même si elle ne le dit pas, c'est l'homme d'Etat réactionnaire qu'il a été. Et en premier lieu, le promoteur de la rente qui portait son nom. Un emprunt à faible taux, mais avec une garantie or, indexé sur le cours du Napoléon et de plus exonéré des droits de succession. Ce sont ces titres qui ont permis à bien des bourgeois de transmettre à leur famille intégralement leur fortune. Depuis ce temps, « la mise en Pinay précède la mise en bière ».

Pinay est aussi l'homme qui a continué la guerre en Indochine, qui s'est opposé aux revendica-

tions nationalistes en Tunisie et au Maroc, qui a mené une lutte particulièrement virulente contre le Parti Communiste, à un moment où l'on pouvait croire que le maccarthysme était en train de franchir l'Atlantique.

Par suite, celui qui a utilisé, le premier, le prestige de Pinay est De Gaulle qui lui a confié le ministère des Finances de 1958 à 1960. « La grande œuvre » de Pinay est alors la création du franc lourd, c'est-à-dire une simple opération arithmétique « de prestige » qui consiste à diviser tous les prix et toutes les valeurs par cent !

Sa légende de toute façon était déjà faite et ce dernier intermède gouvernemental ne l'a pas modifiée. Les gouvernements successifs l'ont entretenue et en particulier un certain ministre des Finances : Giscard d'Estaing.

Le mythe de Pinay repose donc sur un concours de circonstances et sur beaucoup de bluff.

Mais l'économie bourgeoise a les héros qu'elle peut... Jean VITTEAUX

"Concorde à New York" LE POISON NATIONALISTE



Le Concorde survolant la statue de la Liberté: quand les photos-montages de l'AFP rejoignent les rêves chauvins de l'Humanité. (AFP)

Giscard a téléphoné à Carter, et Cavaillé, secrétaire d'Etat aux Transports, s'est rendu aux Etats-Unis prononçant une déclaration qui se voulait tonitruante: « Les relations franco-américaines se trouveraient sérieusement affectées par un refus de laisser atterrir Concorde aux Etats-Unis à New-York. » C'est « un problème de gouvernement ».

Il est de bonne guerre commerciale que Cavaillé évoque « La terrible réaction de l'opinion publique française, en cas de refus américain ». Il faut reconnaître qu'il a trouvé pour la mobiliser un allié: le PCF. Par l'entremise de l'Humanité, il a lancé une pétition nationale. Il ne se passe plus de jour sans qu'un éditorial de Roland Leroy ou tout autre article ne s'en prenne au « dik-tat américain ».

Dans la foulée, le PCF fait du vendredi 4 mars une « journée nationale d'action » et Georges Marchais sermonne

les directeurs des radios et télévisions, coupables, à ses yeux, de ne pas prendre une part active à cette campagne.

Décidément, les démarcheurs de Giscard auprès de l'impérialisme américain ont trouvé leurs meilleurs militants en Marchais et Roland Leroy qui, dans l'Humanité du 1^{er} mars, suggère même la « riposte nationale » suivante: « Pourquoi les avions américains continueraient-ils d'atterrir en France si le Concorde est interdit à New York ? »

Verra-t-on demain les militants et sympathisants du PCF, en mesure de rétorsion, bloquer les pistes d'envol afin que nul avion américain ne se pose ?

Les dirigeants du PCF continuent de plus belle à distiller le venin nationaliste et chauvin auprès des travailleurs et à se transformer en « parti-sandwich » publicitaire du patronat français pour crier à tout propos « Achetez fran-

çais », dévoyant ainsi les travailleurs vers la voie de la défense des intérêts des capitalistes français.

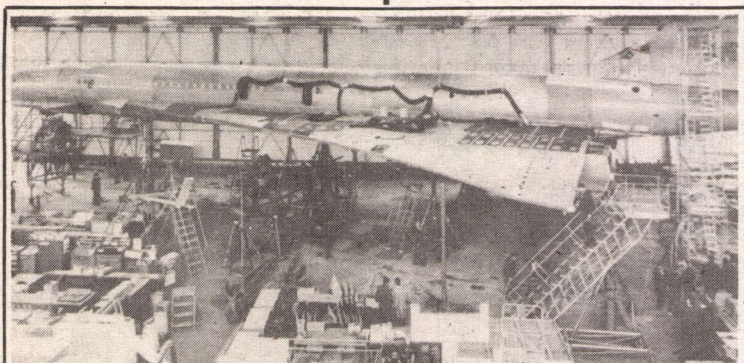
Seulement, en distillant le chauvinisme, en faisant reposer la défense de l'emploi sur l'exploitation commerciale du Concorde, le PCF du même coup se permet de ne proposer aucune perspective immédiate de lutte aux travailleurs de la SNIA à Toulouse, à qui Cavaillé vient d'annoncer la suppression de 1.200 emplois en 1977.

Au bout du compte, cette politique nationaliste et chauvine est un moyen bien commode pour le PCF de ne pas engager le combat contre les licenciements.

Le patronat et le gouvernement ne peuvent que s'en réjouir et s'en féliciter. Mais les travailleurs, eux, n'ont qu'à y perdre et ils doivent refuser de se fourvoyer dans un combat qui n'est pas le leur.

Guy FICHET.

Sous prétexte de la mévente du Concorde la direction de la SNIA-Toulouse attaque : les syndicats ne font rien



La fabrication du prototype du Concorde à Toulouse. (UPI)

Vendredi 25 février, la direction de la SNIA a annoncé en CCE sa décision de faire faire aux travailleurs de la division avions vingt jours de chômage partiel d'ici à la fin de l'année.

Cette mesure s'ajoute à une série de mesures déjà prises ces derniers temps et que la direction justifie par la mévente de Concorde et d'Airbus. Les jeunes sortant de l'école de formation de l'usine ne sont pas embauchés, et ceux qui reviennent du service militaire ne sont pas re-

pris. Elle n'embauche plus depuis des années. Dernièrement, M. Cavaillé, secrétaire d'Etat aux Transports, a annoncé la suppression de 1.200 emplois à Toulouse pour 1977. Il y a quinze jours, d'autres mesures anti-ouvrières ont été prises: suppression des passages à l'essai, des augmentations de salaire à 6,5 % pour 1977. Le chômage partiel est présenté comme étant un moindre mal mais, en fait, c'est la porte ouverte pour des mesures plus dures.

FO propose le boycott de tous

les produits américains. La CGT défend Concorde et propose un plan de production à la direction et non pas un plan de lutte aux travailleurs. Et le PCF se range sans aucune honte derrière le Comité de soutien à Concorde animé par le RPR.

De toute façon, pour les syndicats, il n'est pas question d'entamer la moindre action offensive de la part des travailleurs.

D'ailleurs, ils n'ont appelé qu'à un débrayage d'une heure sans proposer de suite au mouvement.

LA PARUTION DU "MATIN DE PARIS"

LE **MATIN DE PARIS**

2 MARS 1977

A Paris les sondages décisifs
LA GAUCHE GAGNE CONTRE CHIRAC

D'Ornano battu dans le XVIII^e p. 4 et 5

Mort d'un village breton p. 17

Ce soir Saint-Etienne-Liverpool p. 20

Fellini: adieu Casanova p. 23

Chômeurs: 90 % du salaire, le prix de la peur p. 32



Le premier numéro du Matin de Paris vient de se sortir. Le quotidien se présente comme le journal de « la gauche unie ».

Si le PS ne le revendique pas ouvertement, il est bien évident que c'est lui qui l'inspire. En effet le PS n'a pas d'organe quotidien depuis longtemps, contrairement au Parti Communiste, et on comprend qu'il veuille surmonter ce handicap, particulièrement en période de campagne électorale.

Ce quotidien franchira-t-il le cap de la campagne électorale ? Il est bien difficile de parier là-dessus. Et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles le PS ne le revendique pas d'emblée comme son organe officiel, car il ne tient pas à ce qu'un échec toujours possible du journal rejaille sur lui comme une défaite en pleine période électorale.

L'Humanité a protesté,

dès avant le premier numéro, de ce que le nouveau quotidien prétende parler au nom de la gauche unie. « Imposture pure et simple », proteste Andrieu dans le numéro du 26 février.

C'est une fausse querelle que l'Humanité cherche à son confrère. Car, tout de même, c'est bien le PC qui a contribué à faire de

Mitterrand le représentant de la gauche unie. Et il a bien mauvaise grâce aujourd'hui à disputer à un autre organe de presse que le sien propre le droit de représenter cette gauche.

Politiquement, le Parti Socialiste a légitimement le droit d'impulser un tel quotidien. Ce n'est pas agir en « usurpateur » et voler son programme en quelque sor-

te à l'Humanité. Car les deux partis ont bien la même politique. La seule différence réside dans le fait que le Parti Communiste a les oracles plus sensibles que ceux du PS, faute sans doute d'être suffisamment ménagé par ses partenaires...

En tout état de cause, la susceptibilité ombrageuse du PC à l'égard du nouveau quotidien de la « gauche unie » n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Que le PS ait son quotidien, pour les travailleurs, c'est une bonne chose. Un quotidien socialiste ne peut pas être une gêne. Les travailleurs ont intérêt à la clarté. Et ils doivent pouvoir juger quotidiennement de la politique des uns et des autres.

Dans ce quotidien de la gauche unie, ils trouveront les analyses, les projets de ceux qui demain espèrent parvenir au gouvernement en s'appuyant sur leurs

voix. Ils auront là un moyen supplémentaire de voir jusqu'à quel point ils auraient tort de leur faire confiance.

Déjà le N° 1 est révélateur à ce sujet. Mendès-France s'emploie à montrer que la gauche est digne de crédit, fiable pour la bourgeoisie. « Elle doit s'interdire les attitudes purement verbales ou électorales ou démagogiques qui risquent de provoquer bien des échecs ou des déceptions. Parce qu'elle est plus proche du pouvoir, la gauche doit être plus responsable que jamais. Elle doit se garder d'une générosité idéaliste qui serait condamnée à rester vaine si elle cédait à la facilité, au simplisme... »

C'est dit en termes enroulés, certes, mais révélateurs. Ce langage-là, avant même d'être au gouvernement, donnera aux travailleurs matière à méditer...

Solange DUPUY.

LES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Réunions publiques

BORDEAUX

SAMEDI 5 MARS

Salle de Saint-Augustin
(place St-Augustin) de 17 h à 23 h :
6 heures avec les listes

« **Pour le socialisme,
le pouvoir aux travailleurs** »

Forums de discussions. Films.
Stands politiques. Crêches, etc.
à 20 h 30 grand meeting avec
Arlette Laguiller (Lutte Ouvrière),
Alain Krivine (Ligue Communiste Révolutionnaire),
Isy Johsua (Organisation Communiste
des Travailleurs).

CLERMONT-FERRAND

MARDI 8 MARS

Salle Gaillard à 20 h 30
pour le soutien
à la liste

« **Pour le socialisme,
le pouvoir aux travailleurs** »

VIERZON

MERCREDI 9 MARS

Réunion publique de soutien à la liste
« **Pour le socialisme,
le pouvoir aux travailleurs** »
20 h 30, Salle des Congrès

TOULOUSE

MERCREDI 9 MARS

Meeting avec Arlette Laguiller
et Alain Krivine

BOURGES

JEUDI 10 MARS

20 h 30 - Salle Calvin
Réunion publique de soutien
à la liste
« **Pour le socialisme, le pouvoir aux
travailleurs** »

En raison de l'actualité notre dossier
prévu sur l'Enseignement Technique a été
reporté d'une semaine et remplacé par des
articles sur la campagne électorale en
cours.

Ce n'est un secret pour personne, ces élections municipales ont pour enjeu bien moins la gestion des municipalités qu'un enjeu politique : les prochaines législatives. Toutes les formations politiques traditionnelles sont sur les rangs afin de savoir quelles seront leurs chances d'être portées au gouvernement pour l'opposition, ou d'y rester, pour la droite majoritaire.

Au sein de la droite même, c'est le branle-bas de combat où tous les coups bas sont déjà permis : la course des coterie gouvernementales concurrentes pour se ravir mutuellement le gâteau gouvernemental a déjà dépassé le stade du ridicule pour prendre l'allure d'un affrontement sans retenue. En témoigne la formule désormais retenue par les champions des deux bords chiraquiens comme giscardiens pour qualifier la nature de leurs « différends » : « **En politique, on ne blesse pas, on tue !** ». Et pour la droite, l'enjeu immédiat de ces municipales est de convaincre la majorité de l'électorat de droite traditionnel que des deux équipes en concurrence, c'est celle de Chirac ou celle de Giscard qui sera le mieux à même de battre la gauche aux prochaines législatives, donc la mieux à même de mériter de la majorité gouvernementale, voire même, on n'y pense jamais assez tôt... présidentielle !

De son côté, même si elle a réussi à constituer des listes communes dans la plupart des cas, la gauche s'est battue surtout pour se disputer les différentes places à occuper au niveau des localités. A chaque fois,

là aussi, il s'est agi de marchander âprement des places, dans la perspective future de se disputer à une échelle plus grande postes et strapontins gouvernementaux. Par ailleurs, sur le plan politique, la gauche discute plus de la manière d'indemniser les patrons dont les entreprises seraient éventuellement nationalisées, que de la meilleure politique à proposer aux travailleurs pour faire face à la crise et à l'offensive patronale et gouvernementale contre la classe ouvrière.

Face à tous ces calculs de cliques et d'appareils, nous pensons que pour voter contre la droite, il ne suffit pas de voter pour Mitterrand ou Marchais et leurs candidats.

Partout où se présentent les listes révolutionnaires « **Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs** », les travailleurs ont un autre choix.

Ce n'est pas en accordant leur confiance à la gauche que les travailleurs sortiront plus forts de ces élections. Ce n'est pas parce que la gauche elle-même se renforcerait (et rien ne permet de dire à coup sûr que ce sera d'ailleurs le cas) que cela renforcerait du même coup les positions de la classe ouvrière. C'est même le contraire qui peut se produire. Car si Mitterrand accède au gouvernement, ce sera pour gérer la crise.

Lors de ces élections, les révolutionnaires se présentent pour que les travailleurs puissent se servir de façon utile de leur bulletin de vote : en exprimant, haut et clair, ce qu'ils ont sur le cœur et ce que personne ne veut entendre : à savoir que con-

tre la crise et l'offensive de la bourgeoisie contre leur niveau de vie, contre la politique des Barre qui subventionne les trusts et organise l'austérité et la vie chère pour les travailleurs, ce n'est pas par un bulletin de vote qu'on peut répondre, mais par la lutte ; par la grève générale ; par l'offensive d'ensemble de la classe ouvrière.

C'est pour donner cette possibilité aux travailleurs convaincus que seule la lutte paie et persuadés que, par contre, l'attentisme et la confiance dans ceux qui ne rêvent que d'être au gouvernement risque de coûter très cher, de le dire, que les révolutionnaires se présentent. Pas partout bien sûr. Parce que la loi électorale ne permet pas aux organisations révolutionnaires de se présenter partout. Mais c'est aussi pourquoi le courant révolutionnaire, pour trois de ses organisations, Lutte Ouvrière, la LCR et l'OCT, a conclu un accord pour des listes communes qui lui permettra de se présenter dans une trentaine de villes de province, généralement les plus importantes, dans plusieurs villes de la banlieue parisienne, et dans Paris-Ville.

Dans les pages qui vont suivre, on pourra lire les premiers échos de la campagne électorale des révolutionnaires. Nous avons également passé en revue les principaux problèmes politiques qui apparaissent, ou s'amplifient, à l'occasion de ces élections : la rivalité ouverte au sein de la droite, mais aussi de l'Union de la gauche. Le sens des listes écologiques aussi. Et la signification de l'accord dans l'extrême-gauche révolutionnaire, etc.

Les villes où se présente une liste

POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS



LUTTE OUVRIERE

Les grenouillages de la droite



La bataille de la droite pour la mairie de Paris :

De rebondissement en rebondissement... qui basculera ?



Au sein de la majorité, l'ambiance n'est pas à la sérénité. Mercredi 2 mars, Raymond Barre a discuté avec Giscard de la lettre que lui avait apportée la veille, au nom des ministres RPR, l'actuel Garde des Sceaux, Olivier Guichard.

Les ministres RPR demandaient officiellement à Barre et, par delà, à Giscard lui-même, d'intervenir pour empêcher les attaques des ministres républicains ou centristes contre leurs propres candidats aux municipales, et en particulier bien entendu contre Chirac.

C'est la première fois, dans

le conflit entre le RPR et la « majorité présidentielle », que des ministres attaquent publiquement d'autres ministres en exercice... C'est une étape de plus dans l'escalade de la lutte qui se déroule au sein de la droite pour la mairie de Paris et, au-delà, pour le pouvoir. Barre, en répondant que chaque membre de son gouvernement pourrait défendre le candidat qu'il voulait, a esquivé le problème et retiré ses billes de l'affaire. Mais de toute façon cela ne mettra pas fin au conflit qui agite la droite. Dans cette affaire il y aura forcément un perdant. Il vaut mieux ne pas trop s'engager.

Tous les moyens sont bons. Les uns comme les autres agitent le spectre d'une victoire de la gauche pour que pas une voix ne manque à la droite. Cela permet à chacun des deux candidats d'essayer de se présenter comme le plus susceptible de battre cette gauche.

Mais à ce jeu-là, Giscard — par d'Ornano interposé — a marqué un point — avec l'aide du Nouvel Observateur. Celui-ci, dans son dernier numéro, a en effet publié un sondage — largement repris par la presse de droite — indiquant que d'Ornano était le seul candidat capable de bat-

tre la gauche au second tour !

En tout cas une chose est sûre : les divergences au sein de la majorité ne font que s'élargir. Au point qu'on peut aujourd'hui se demander si la droite sera capable de surmonter ses désaccords ou si au contraire ces élections municipales déboucheront sur une crise politique. Giscard va-t-il accepter la contestation de ses ministres RPR ? Et Chirac lui-même et surtout ceux-ci continueront-ils à jouer le jeu et à soutenir Giscard ? Chirac a déjà discrètement prévenu que si le gouvernement estimait superflu le soutien du RPR, celui-

ci « saurait s'en souvenir »... et il a recommencé à mettre en avant ses problèmes sur l'élection au suffrage universel du Parlement européen, pomme de discorde entre la majorité présidentielle et le RPR.

C'est une manière de rappeler que le RPR est toujours majoritaire à l'Assemblée, dont la prochaine session s'ouvre le 2 avril.

Alors, on va peut-être effectivement vers des élections anticipées.

A moins bien sûr que tout ce monde-là ne soit remis d'accord... par la défaite électorale.

Sylvie FRIEDMAN

La farce électorale

à Bordeaux

A Bordeaux, c'est à qui, du maire sortant Chaban-Delmas à son adversaire socialiste Roland Dumas, se livrera au meilleur numéro de clownerie électorale ; et sur ce terrain, il faut bien reconnaître un certain talent à Chaban. Chaban, en survêtement sur un stade, dans la brume du petit matin ; Chaban avec de jeunes giscardiens ; Chaban à la Braderie ; Chaban dans la solitude de son cabinet de travail, Chaban en habit de spectacle ; rien n'est laissé au hasard dans le journal local. Des innombrables panneaux publicitaires sont censés faire le reste : « Pour l'avenir », proclament-ils laconiquement. Il est vrai que Chaban n'a pas intérêt à s'apesantir sur l'opération Mériadeck qui fut un gouffre pour le budget local et où les petites gens sont chassées du centre de la ville pour que

les promoteurs y construisent des résidences de luxe.

Face à Chaban, Roland Dumas, « avocat socialiste », proclament les panneaux publicitaires qui le montrent avec un énorme stylo dans la main, ou entouré de sa famille. Tandis que d'autres panneaux affirment « Ce maire va vous aimer, ce maire va vous comprendre, ce maire va vous défendre ». Question démagogie, Dumas n'a rien à apprendre de Chaban. Toujours dans les nouvelles locales, on peut voir Dumas aux Halles, Dumas jouant à la pétanque, Dumas buvant un coup de rouge sur le zinc pendant France-Galles. Quant à la polémique contre Chaban, elle ne vole pas haut. Dumas gémit sur le sort de la région en difficultés parce que, selon lui, « Chaban n'aime pas travailler sur de lourds dossiers ».

ministre, l'avait « remercié » après treize jours passés dans son gouvernement comme ministre des réformes...

Aujourd'hui, Giscard qui n'a pas peur du ridicule, le retire de l'anonymat dans lequel il se morfondait. Il lui confie une mission à la mesure de son personnage : préparer et réfléchir sur « les réformes qu'impose la société française »...

Servan-Schreiber, tirant le bilan de ses précédentes mésaventures politiques, a décidé de s'imposer une discipline de fer

pour mener à bien sa noble mission. « J'ai l'intention de me mettre au travail de façon silencieuse, de travailler en profondeur dans chaque région et de ne plus m'adresser directement à l'opinion avant d'accomplir ma mission » a-t-il déclaré à la suite de sa nomination. Bref, fini le cinéma. Dorénavant c'est sérieux...

Seulement... seulement, on ne perd pas ses vieilles habitudes si facilement. Et, au fond, le plus grand service que Giscard puisse espérer obtenir de lui, n'est-il pas qu'il sache... se taire ?

Même mort Pradel sert encore

Francisque Collomb, le successeur de Pradel, semble passé maître dans la façon d'utiliser les morts. Il a fait coller dans toute la ville sur les panneaux publicitaires des affiches où on le voit assis à son bureau à côté du portrait de Pradel avec cette seule inscription « Collomb et l'équipe Pradel ».

De plus, une magnifique brochure vient de sortir, pages en papier glacé avec photos en couleur, vantant les réalisations de Pradel, pendant ses vingt ans de gestion municipale à Lyon. La brochure est assortie de nombreuses citations de Pradel, du genre : « Je veux des arbres, des arbres... des jardins... des arbustes, des fleurs ». Rien n'y manque, ni les maisons de retraite, ni les espaces verts, les crèches, les écoles, les transports, les pompiers...

Celui qui n'est pas convaincu en refermant la brochure qu'il vit dans un paradis ne peut être qu'un contestataire.

Cependant bien des Lyonnais murmurent qu'on pourrait peut-être faire une autre utilisation des impôts locaux qui ont considérablement augmenté ces dernières années, car cette brochure distribuée gratuitement à tous les Lyonnais, doit coûter environ 16.000 F pour 10.000 exemplaires d'après une évaluation faite par un employé d'imprimerie. Et il y a plus de 500.000 habitants à Lyon.

Correspondant LO

Giscard mobilise le ban et l'arrière-ban :

J.J.S.S. au garde à vous !

On l'avait un peu oublié ce farfelu de Servan-Schreiber, depuis que ses pitreries ne fai-

saient plus la Une des gazettes. Peut-être cuvait-il son dépit depuis que Chirac, alors Premier

Bain de foule ou douche froide

Dimanche matin 26 février au marché rue de Buci, le député RPR du secteur, Pierre Bas, arrivait avec sa suite. Avec un grand sourire, il venait sans doute prendre son bain de foule électorale.

Notre camarade candidat sur les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » l'a alors interpellé :

« Puis-je vous poser une question ?

— Mais oui, dit Bas.

— Sur quelles listes vous présentez-vous ?

— Mais sur les listes « Union pour Paris »...

Le vert est mis



L'écologie, pour qui ?

L'écologie continue d'occuper le devant de la scène des élections municipales. A droite comme à gauche, tous les leaders politiques y sont allés de leur profession de foi écologiste. C'est une touchante unanimité contre les tours, le béton et toutes les pollutions.

Il faut dire que les derniers sondages, sur les intentions de vote des électeurs parisiens, donnent 12% aux listes écologistes. Et pour tous les candidats, ceux de la droite comme ceux de l'Union de la gauche, il s'agit d'essayer d'attirer une partie de ces votes, mais aussi — et peut-être surtout — d'essayer de limiter le débauchage de leur électoral habituel par les écologistes. Car il ne fait pas de doute que

tous les horizons politiques payent leur tribut au succès des listes « vertes ».

Les écologistes eux-mêmes précisent bien que l'écologie n'est ni de gauche ni de droite et que, si l'écologie a jusqu'à présent été de pair avec une « sensibilité de gauche », ce lien n'a rien de nécessaire et qu'on peut être tout autant écologiste et de droite.

Mais si l'électorat écologiste vient ainsi de tous les horizons politiques traditionnels, il est, sur le plan social, assez homogène : c'est dans les couches de la petite-bourgeoisie des cadres, des enseignants, des professions libérales qu'il recrute le plus. Et ce sont d'ailleurs les aspirations de ces couches sociales qu'il représente. Ce sont elles, et non

ce que quelques gauchistes veulent y mettre (« autogestion, changement de rythme de vie et de travail »), qui donnent leur contenu à la « revendication écologiste » telle qu'elle s'affirme dans cette campagne électorale.

Et ces aspirations sont certainement plus proches de cette « écologie à la Giscard » que décrit Libération (« Le XVI^e arrondissement, modèle d'environnement pour Paris : rues calmes, sans commerçants et sans camions, petits parcs aux essences rares, silence et chlorophylle à 20 minutes de Saint-Germain-des-Prés ») que de la volonté d'une véritable transformation de la société.

J.J.L.

CANDIDATS ÉCOLOGISTES



PAR L'ARMÉE

Que Paris est vert, vu de l'Élysée

Les services gouvernementaux viennent d'éditer un recueil de textes de Giscard intitulé **Pour un environnement à la française**. Il s'agit de célébrer en 60 pages l'action du président dans les domaines de l'environnement et de l'urbanisme.

Si cette brochure paraît en pleine campagne électorale, alors que les sondages accordent un nombre important de voix aux écologistes, c'est bien sûr « pur hasard ». Le mot est de Lecat, le

porte-parole de l'Élysée. Tout comme c'est aussi pure coïncidence si la couverture de cette brochure s'orne d'un superbe arbre... comme les affiches de d'Ornano.

Outre la couverture, le lecteur pressé pourra se contenter de consulter les deux dernières pages, celles consacrées aux « réalisations concrètes » dues, paraît-il, à l'action du président. Les habitants du 19^e arrondissement de Paris seront peut-être surpris

d'apprendre l'existence d'un parc de La Villette sur l'emplacement des célèbres abattoirs, alors que le projet définitif du parc et son plan ne sont même pas encore fixés. Mais il faut traduire : quand Giscard parle de « réalisations concrètes », c'est projets en cours d'étude qu'il faut lire. Comme on le voit, tout ça n'a vraiment, mais vraiment rien à voir avec une quelconque campagne électorale.

P.V.

Giscard vient d'annoncer une « journée de l'arbre » le samedi 16 avril. Un enseignement spécial sur ce sujet serait donné dans les écoles ce jour-là, et des arbres symboliques seraient plantés.

Un seul ennui : en avril, il sera trop tard, selon les spé-

cialistes, pour planter des arbres (sinon, peut-être, des conifères).

Il reste encore la solution des arbres en béton avec des feuilles en matière plastique, le tout peint en vert.

C'est, du moins, solide et ça pourrait resservir dans toutes les élections à venir.

De quoi se révolter

Vanves : histoire d'une saisie

La campagne pour les municipales est l'occasion pour nos militants de rencontrer la population laborieuse. Et les témoignages nombreux permettent de toucher du doigt la misère et les injustices les plus scandaleuses.

« J'habitais un appartement HLM pour lequel j'avais un contrat d'assurance. Ayant eu un quatrième enfant, j'ai déménagé pour une HLM plus vaste. J'ai alors résilié mon contrat avec une lettre.

Deux à trois mois plus tard, j'ai reçu une facture de l'ordre de 330 F de cette même assurance. Mais je n'ai pas payé cette assurance pour un appartement que je n'occupais plus. Ils m'ont alors fait envoyer par un huissier une lettre me réclamant 1.230 F, les frais s'étant ajoutés à la somme initiale. J'ai écrit à l'huissier en joignant mon brouillon de lettre

de résiliation. Mais il n'en a pas tenu compte.

J'ai ensuite reçu un avis de passage de l'huissier, mais je ne me suis pas inquiétée parce que l'Institut national de la consommation m'avait dit que j'avais le droit de résilier mon contrat selon l'article de loi du 11 juillet 1971. C'est ensuite que j'ai reçu un télégramme du commissaire-priseur me réclamant un acompte si je ne voulais pas être saisie. J'ai aussitôt envoyé un mandat de 100 F.

Puis le lundi 7 février, en sortant du travail à 17 heures, j'ai trouvé la porte fracturée et avaient disparu de la maison une table et trois chaises, une table de télé, une télé louée à Locatel, qu'ils ont rendue, la machine à laver, un tapis et une armoire. D'autre part, 200 F qui se trouvaient au-dessus d'une armoire

ont disparu.

Le lendemain matin, je suis allée voir le commissaire-priseur dans le 15^e. Je lui ai expliqué toute la situation. Il m'a dit que 100 F d'acompte, c'était insuffisant. Je lui ai alors réclamé le mandat que j'avais envoyé et il me l'a rendu. Et pour les 200 F qui avaient disparu de mon armoire, il m'a envoyée au commissariat de Clamart où je me suis rendue. Mais le commissaire ne m'a pas reçue. Il a fait dire par téléphone qu'il n'avait plus mon dossier et qu'il n'avait rien vu pendant la saisie. J'ai alors retéléphoné au commissaire-priseur qui m'a renvoyé à l'huissier, lequel n'a rien vu et a refusé de donner les noms de ceux qui ont démonté les meubles.

Je travaille dans une crèche et mon compagnon travaille à la RATP. J'ai dû laisser ma dernière fille à la Guadeloupe. La vie est déjà tous les jours difficile. Mais en plus à présent il faut vivre dans un appartement presque vide. Il n'y a même plus une table à la maison. Toutes les lois, tous les règlements sont faits pour nous prendre toujours plus d'argent et nous rendre la vie plus difficile.

Il ne fait pas bon être chômeur

A Vanves, quand on est au chômage, il faut attendre dehors deux heures pour pointer. Et cela se passe dans la salle des anciens combattants, les premiers

et deuxième lundis de chaque mois.

Comme il est aux alentours de 11 h 30 quand nous arrivons à pénétrer dans la salle, le couvert est mis. Mais ne vous y méprenez pas ! Eh oui, cette même salle sert aussi de cantine scolaire pour les enfants de l'école voisine.

Il faut ajouter que cette salle, coïncée contre le commissariat, est tout à fait vétuste et que les enfants y ont déjà vu des rats.

Nous obliger à pointer dans de telles conditions montre le mépris dans lequel nous tient la municipalité.

Aulnay : top secret

Les riverains de la rue Nonevil-

Aubervilliers : drôles d'infirmières

La population et ses élus peuvent-ils dire leur mot dans l'aménagement de la commune ? Qu'on en juge :

Pendant des années, on a parlé de la démolition du fort d'Aubervilliers, qui couvrait plusieurs hectares sur la commune. Finalement, après de multiples péripéties, il avait été prévu qu'un grand Centre Hospitalier Universitaire serait construit. Et puis, quelque temps avant la démolition, changement de programme. Le gouvernement se rend comp-

le à Aulnay-sud sont en colère.

En effet, l'un d'entre eux, qui a eu la curiosité de consulter le cadastre, apprit qu'une route à grande circulation devait traverser Aulnay, justement sur le tracé de la rue de Noneville.

Cela veut dire des jardins détruits, des habitations « frappées d'alignement ».

Les riverains ont formé un Comité dynamique.

Bien sûr, la décision émane des pouvoirs publics. Mais, ainsi que le disent des sympathisants du PCF, très déçus, la municipalité PCF était au courant et elle a maintenu l'information secrète.

La liste d'Union démocratique aura certainement beaucoup de difficultés à justifier son qualificatif de « démocratique » au cours de ces élections municipales.

te que, ce qu'il manque à la commune et à ses alentours, ce n'est pas tant un grand hôpital, mais une caserne de gendarmes mobiles ! Et maintenant, nous avons de beaux immeubles tout neufs... pour abriter ces messieurs.

Quant au CHU, on en parle toujours... à caser dans ce qui reste de terrain. Mais qui sait si ce mini-hôpital, avec le temps, ne va pas se transformer en nouvelle caserne ?

Que ne faut-il pas faire pour être élu...



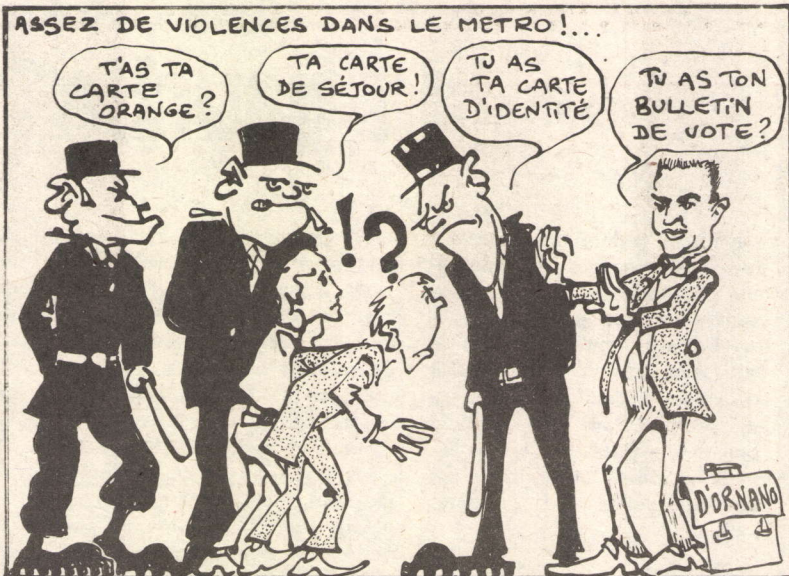
D'Ornano dans le métro

On pouvait entendre mercredi 2 mars au matin sur Europe n° 1 que d'Ornano, quelques minutes avant le début de l'émission **Les dossiers de l'écran** à la télé, sur la violence, avait voulu se rendre compte par lui-même de la sécurité dans le métro, et s'était donc rendu à la station Barbès-Rochecouart.

Mais ceci n'est que la face visible de l'histoire. En voici la face cachée.

Je rentrais chez moi ce soir-là et, à 21 heures, je descendais l'escalier de correspondance à Barbès-Rochecouart pour prendre la ligne vers la porte de Clignancourt. Déjà, j'avais remarqué la présence de flics à Stalingrad, qui contrôlaient l'identité de travailleurs immigrés. Mais à Barbès, c'était différent. Au lieu de trois, quatre flics, il y en avait environ trente ou quarante, qui interpellaient les Français qui portaient une sacoche ou une mallette. En ayant une, je fus donc abordé par un flic, qui me demanda mes papiers d'identité et d'ouvrir ma mallette. A ma question : « Mais que se passe-t-il donc ce soir ? », le flic me répondit avec un petit sourire : « Rien, contrôle de routine ».

Arrivé sur le quai, je remarquai



qu'il n'y avait aucun flic, mais tout simplement quelques voyageurs, dont une majorité d'immigrés. Un peu avant l'arrivée de la rame en station, une grappe humaine faisait son apparition sur le quai, au milieu d'une multitude d'éclairs lancés par les flashes des photographes.

Il s'agissait de Michel d'Ornano, accompagné de cameramen et de photographes, qui venait prendre son bain de foule. Il s'avancait la main tendue vers les immigrés qui étaient debout sur le quai ou assis sur les bancs, leur serrait la main en disant : « Ça va » ; puis, posant sa deuxième main sur celle de l'immigré tout surpris de tant de sollicitude, se tournait vers les photographes et le cameraman en souriant béatement.

Il a ainsi parcouru une bonne partie du quai, toujours suivi par la meute de photographes, et s'adressant même aussi aux gens qui attendaient sur le quai opposé, toujours avec les mêmes paroles : « Ça va, ça va ».

Mais ses simagrées n'intéressaient guère les voyageurs qui se trouvaient dans la rame. Ils haussaient les épaules, parlaient de

cinéma à propos de ce qu'ils venaient de voir, et le métro est parti.

A ROUEN, LE CIEL EST TOUJOURS BLEU

Le saviez-vous ? A Rouen, le ciel est toujours bleu ! Du moins si l'on en juge par les photos d'un luxueux petit livre en papier glacé : **Rouen en 80 regards**. Cet ouvrage a été envoyé gracieusement par Lecanuet à chaque famille de Rouen. Comme Lecanuet est un grand modeste, son nom et sa photo n'apparaissent que vingt-quatre fois. Mais les « métamorphoses de la ville, œuvre de Jean Lecanuet », nous affirme-t-on sans retenue, sont vantées en une centaine de pages avec un lyrisme béat. La pollution ? Le manque d'équipements sociaux ? Le scandale de la circulation et des transports à Rouen ? Autant de calomnies qui ne sauraient assombrir la face rayonnante du sieur Lecanuet.

Correspondant LO.

La campagne des révolutionnaires



LES CANDIDATS REVOLUTIONNAIRES S'ADRESSENT AUX CHOMEURS DU XV

Devant le local de l'ANPE, nous intervenons auprès des chômeurs, avec tracts et panneaux. Les chômeurs s'arrêtent volontiers, surtout les femmes, d'ailleurs. Et elles racontent :

« Depuis mon accident au genou, il y a trois ans, je suis au chômage. Comme je travaillais à mi-temps, je ne touche rien. Mon mari travaille 16 heures par jour pour 4.000 F. J'ai une grande fille : à trois adultes, c'est difficile de s'en sortir. Il faut compter. — Moi, je travaillais depuis dix

ans à l'UNESCO, comme secrétaire trilingue. Ils en ont licencié 400. J'étais parmi les dernières embauchées : j'ai dû partir. Hier, j'ai envoyé 14 lettres de demande d'embauche. Ils me répondent tous que je suis trop vieille : 50 ans.

— Ma fille me dit : en 1789, ils sont descendus dans la rue pour imposer les droits de l'Homme. Il faut faire pareil. Je me demande si elle n'a pas raison. C'est une bombe qu'il faut.

— Chirac ? Rien qu'à le voir, il ne me plaît pas. »

LE REGLEMENT C'EST LE REGLEMENT, MAIS QUEL EST LE REGLEMENT ?

Dimanche matin, rue Cler (une rue commerçante du 7^e arrondissement de Paris), les vendeurs de l'Humanité, de Lutte Ouvrière et du PS proposent leur presse aux passants. Cette rue est théoriquement interdite à la circulation de 9 h à 12 h 30, mais rares sont les voitures qui respectent cette interdiction. Des militants du PSU avaient donc décidé de barrer l'accès de la rue avec des panneaux demandant plus de rues pour les piétons.

Peu de temps après, la surprise générale fut grande de voir arriver deux cars de police pour rétablir la circulation, bafouant ostensiblement l'arrêté préfectoral. D'ailleurs certains flics furent eux-mêmes très surpris en découvrant le panneau d'interdiction. Et si certains répondaient : « Nous on ne réfléchit pas, on exécute les ordres », d'autres se sentaient très gênés : « Qu'est-ce que vous voulez, on ne peut rien dire. Quand un patron vous donne un ordre, vous êtes bien obligé de l'exécuter. Nous, en plus, on ne peut même pas demander d'explications ».

A 12 h 30, ils ne se sont pas fait prier pour remonter dans les cars et disparaître !

ORLEANS : C'EST BIEN PARTI

Notre liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » est composée d'une majorité de travailleurs, dont 26 employés et ouvriers. Aussi, dès l'annonce de notre liste, dans les entreprises où nous travaillons, de nombreuses discussions amicales se sont engagées avec nos camarades de travail.

Aux Chèques Postaux de la Source, où travaille notre camarade tête de la liste, plusieurs femmes sont venues la voir pour lui dire qu'elle avait raison de profiter de la campagne pour dire ce qu'elle avait sur le cœur : « C'est bien que tu oses te présenter, surtout qu'en plus tu es une femme ». « Tu sais, vous ne serez pas élus. Mais si tu n'as pas beaucoup de voix au centre-ville, où il n'y a que des bourgeois, tu en auras forcément à la Source où nous travaillons ». Une autre : « Les voix qu'a eues Arlette Laguiller, c'était drôlement bien. Aussi, vous avez raison de continuer à vous présenter. Je ne vote malheureusement pas à Orléans, sinon j'aurais voté pour toi ».

Correspondant LO

VIERZON : « JE SOUHAITE QUE VOUS AYEZ LE PLUS DE VOIX »

A Vierzon, une première réunion publique a eu lieu, au Clos-

du-Roy. Un vieux travailleur, ancien militant du PCF, est venu nous dire pourquoi il votera pour nous au premier tour : « Vous êtes comme le PC il y a cinquante ans. Eux, maintenant, ils ne cherchent qu'à être des notables. Et c'est vous qui avez raison, bien que je n'y croie plus. Bien sûr, je ne voudrais pas voir la droite à la mairie de Vierzon. Il faudra que la gauche passe. Mais je souhaite que vous ayez le plus de voix possible, ça leur donnera une leçon ! ».

ROUEN : OUVERTURE DE LA CAMPAGNE PAR UN MEETING UNITAIRE

A Rouen, ville du ministre Lecanuet, les listes révolutionnaires organisaient un meeting le samedi 26. C'est près de 700 personnes qui s'étaient déplacées pour écouter notre camarade Arlette Laguiller et Alain Krivine. Une collecte pour aider le financement de la campagne a rapporté 3.000 francs. La presse locale, **Paris Normandie** (ouvertement de droite) et **Rouen Normandie Nouvelle** (qui se veut de gauche), font le silence complet sur cette campagne. La télévision régionale à FR3 a fait un flash pour annoncer le meeting du 26 et a retransmis un passage d'une intervention d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine le lundi 28 au soir. Ce meeting était donc un coup d'envoi encourageant à une campagne électorale qui ne fait que commencer.

Qu'est-ce qui fait courir la gauche ?

Jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'à la date limite du dépôt des listes, la discussion se sera poursuivie, entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. D'ores et déjà on sait que l'accord ne sera pas réalisé dans un certain nombre de villes, Marseille par exemple, Laval aussi, pour ne citer que celles dont on parle le plus.

Mais même là où l'accord s'est réalisé, c'est dans la quasi-totalité des cas à la suite de laborieux marchandages aux rebondissements multiples. C'était à qui obtiendrait le plus de postes. On s'affrontait pour savoir qui conduirait la liste, et quels dosages on ferait, en utilisant ceux que l'on a appelé

les personnalités, c'est-à-dire tel ou tel notable.

On amuse la galerie dans des batailles de boutiques, on mobilise les militants dans une guerre des affiches pour savoir qui sera en tête, comme à Villeurbanne. Cette bataille est d'autant plus dérisoire que les deux partenaires du Programme commun se réclament d'une même politique, même si chacun prétend être mieux à même de l'appliquer. C'est en fait une bataille de chiffonniers qui se déroule pour des postes, une bataille dans laquelle les protagonistes ne discutent pas des problèmes qui concernent les travailleurs et les catégories laborieuses.

Et pourtant ces problèmes existent, chaque jour aggravés

par la crise. Le chômage augmente, les prix aussi, tandis que le gouvernement bloque les salaires. Et que font les partis qui se réclament de la classe ouvrière ? Ils s'affrontent pour savoir si un amiral gaulliste, Sanguinetti, en rupture de majorité sera à la tête de leur liste, ou pas. Le PCF rompt des lances pour être à tout prix sur les listes de Defferre alors que ce dernier s'obstine à les ignorer.

L'électoralisme bat son plein. Cette fois encore la démonstration est faite que le bulletin de vote ne peut changer la vie. Même ceux qui avaient fait leur un tel slogan ne font, aujourd'hui, aucun effort pour le laisser croire.

J.P.V.

VILLEURBANNE : bataille PC-PS par affiches interposées

A Villeurbanne, la querelle entre PC et PS se mène au grand jour par voie d'affiches. Le PS a en effet choisi Charles Hernu, leader national, comme tête de liste, alors que le PC entend maintenir René Desgrand, militant local connu, du PC.

La bataille a commencé par une affiche du PC annonçant : « René Desgrand, tête de liste

de l'Union de la gauche pour Villeurbanne » qui a soulevé les protestations indignées du PS dans la presse locale. La querelle s'est poursuivie en se recouvrant mutuellement chaque jour avec des affiches différentes. Et deux jours avant la date limite de dépôt des listes, le problème n'est toujours pas réglé puisque le PC affiche encore : « Il n'est pas trop tard », invitant le PS

à se joindre à lui. En effet le PC présente une liste avec 18 PC, 4 PSU, 2 MRG et des personnalités prêtes à se retirer, si le PS acceptait de les rejoindre. Mais après la visite de Mitterrand, à Villeurbanne, mardi 1^{er} mars dernier, pour soutenir Hernu, il est fort peu probable que ces derniers se retirent.

Correspondant LO

ORLÉANS : le torchon brûle entre le PC et le PS

Depuis des mois, PCF et PS polémique quasi-quotidiennement dans la presse et dans les tracts. Au point que le 2^{er} mars, il n'y a pas encore de liste constituée de l'Union de la gauche.

Les venues de Mitterrand (en grand secret) et de Rocard, n'ont pas encore dénoué la situation (si elle peut encore l'être). Depuis le départ, le PCF campe sur des positions dures, réclamant

d'abord la tête de liste puis refusant celle de la liste socialiste. De son côté, le PS déclare que la tête de liste socialiste n'est pas négociable et en fait un préalable à toute constitution de liste.

Tracts et communiqués se succèdent, tous appelant à l'union alors qu'il est clair pour tout le monde que c'est la première chose qui manque. Les diverses

tendances du PS s'expriment ouvertement dans la presse et rendent publics leurs états d'âme.

Du coup, notre liste a rencontré des échos sympathiques auprès des militants de gauche, notamment ceux du PCF, au point que certains d'entre eux nous ont dit qu'ils ne la trouvaient... pas mal du tout.

Correspondant LO.

RENNES : le PCF d'une campagne à l'autre

A Rennes, les écoles confessionnelles sont nombreuses, des maternelles au secondaire. Cette situation tient à l'emprise du cléricisme en Bretagne. Si l'on ne compte pas que des fils de grands bourgeois dans ces écoles, on n'y compte en tout cas peu de fils d'ouvriers. C'est une tradition en Bretagne, l'école publique a toujours été l'école du diable, réservée de ce fait aux plus démunis.

C'est contre cette pression cléricale que s'est constituée la gauche dans la région. Cela est vrai du PCF comme du PS. Les socialistes se sont adaptés depuis longtemps à la pression de

l'Eglise, mais jusqu'à présent, le PCF avait résisté.

Aux municipales de 1971 à Rennes où il présentait une liste, le PCF dénonçait les subventions que la municipalité de Fréville, centriste démocrate-chrétien, allouait aux écoles privées. L'école privée c'était encore dans ses déclarations l'école des riches.

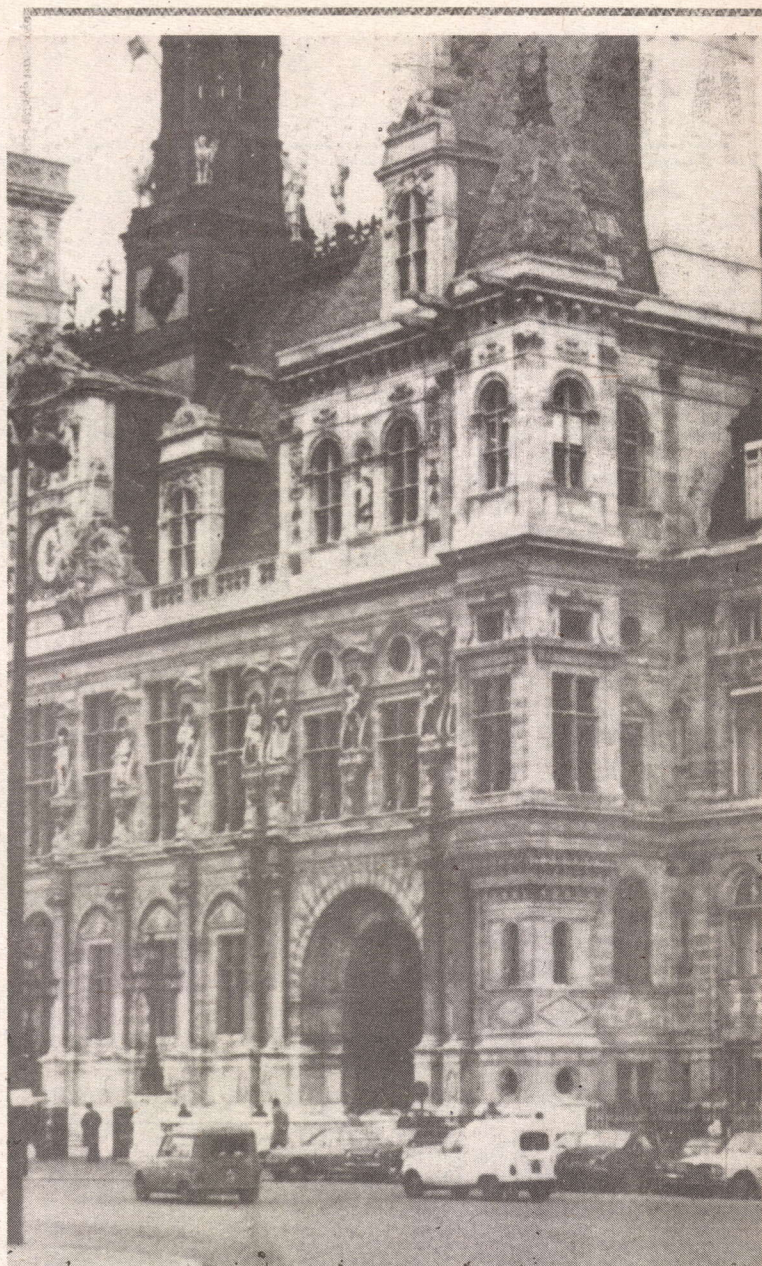
Aujourd'hui, le PCF a été admis dans la liste de la gauche unie qui espère emporter la municipalité. Et il n'est plus question pour lui de revenir sur les subventions de la municipalité à l'enseignement privé. Le PCF découvre même que ce serait léser les fils de familles popu-

lares, nombreux à son sens dans l'enseignement privé. Il est vrai que lors de ses campagnes de la main tendue aux catholiques et d'abandon du poing levé, Rennes a toujours été au centre des préoccupations de la direction du PCF.

Quand va-t-il proposer, comme le fait la droite, de construire de nouvelles écoles privées dans les quartiers populaires périphériques ?

On peut se poser la question. En tout cas, à six ans d'intervalle, on se rend compte qu'il vaut mieux être évêque que simple ouvrier pour se faire entendre du PCF.

Correspondant LO



A propos de l'accord LO-LCR-OCT

Les listes « Pour le Socialisme, le pouvoir aux travailleurs » seront présentes dans 28 villes de plus de 30 000 habitants, sans compter toutes les circonscriptions de Paris. D'autres sont en projet. Ainsi l'accord signé entre la LCR, l'OCT et nous-mêmes n'en est pas resté aux déclarations d'intention. Les révolutionnaires seront présents dans la campagne électorale, non pas pour ajouter aux illusions électoralistes, mais pour les combattre.

L'accord entre nos trois organisations permet de multiplier les possibilités d'apparition dans cette campagne. Il n'est pas sans importance

de savoir que les révolutionnaires pourront s'adresser à plusieurs millions d'électeurs, parmi lesquels une majorité de travailleurs.

Il est évident que pour parvenir à cet accord, nous avons dû rechercher un compromis. Pas plus pour nous que pour nos camarades de la LCR ou de l'OCT, cet accord ne supprime les divergences qui séparent nos organisations. Nous abordons dans les articles qui suivent les divergences que nous avons dû surmonter afin de parvenir à un tel accord. Nous estimons n'avoir fait de part et d'autre aucune compromission politique.

Quelle campagne ?

Lors de cette campagne électorale comme pour les précédentes, les mêmes divergences sont apparues entre nous d'une part, la LCR et l'OCT d'autre part, sur la façon d'intervenir. Ces divergences se reflètent évidemment dans le texte de l'accord que nous avons signé.

Pour la LCR et l'OCT, la participation des révolutionnaires à ces élections doit être avant tout l'occasion de poser un certain nombre de problèmes spécifiques, de faire témoigner tel ou tel groupe : femmes, soldats, etc., sur ces problèmes. C'est pourquoi la LCR et l'OCT ont demandé que les revendications spécifiques à ces catégories figurent dans la plate-forme commune.

Nous sommes bien entendu d'accord avec les revendications de ces groupes, c'est pourquoi nous avons accepté de les intégrer dans le texte de l'accord.

Cependant, nous n'étions pas d'accord avec la conception de la campagne qu'une telle démarche révélait. Car en dépit des apparences, l'élargissement et la diversification de la plate-forme commune, loin d'en élargir la portée, la limite au contraire. En voulant intégrer les revendications particulières, elle en atténue les aspects politiques centraux, qui sont pour nous fondamentaux.

Pour nous, les élections prochaines doivent fournir l'occasion de s'adresser, non pas aux catégories particulières qui sont traditionnellement sensibles aux campagnes de l'extrême-gauche et auxquelles l'extrême-gauche se montre pour sa part extrêmement sensible ; mais au contraire cette campagne doit être l'occasion de s'adresser à l'ensemble des travailleurs, à ceux qui habituellement ne s'intéressent guère

aux problèmes politiques, mais y deviennent plus réceptifs en période électorale.

En acceptant de transformer dans une certaine mesure la plate-forme politique en un catalogue de revendications, nous n'avons pas seulement fait des concessions formelles, nous sommes conscients d'en avoir réduit la portée politique.

Cette divergence que l'accord n'a pas réduite, nous la retrouvons à chaque pas, au niveau de nos interventions. Car elle marque la façon dont chacune des organisations définit sa campagne.

C'est ainsi que nous n'étions pas d'accord pour transformer le meeting unitaire du jeudi 3 mars, à la Mutualité à Paris, en réunion payante, ce qui en limitait, à priori, l'accès aux seuls sympathisants de l'extrême-gauche, à « ceux qui ont l'habitude », comme l'expliquent les camarades de la LCR.

La divergence n'est pas technique. Il ne s'agit pas d'un différend sur la façon de financer la salle et la campagne.

En souhaitant en faire un meeting ouvert, nous aurions voulu en faire un moyen de s'adresser à ceux qui ne connaissent pas l'extrême-gauche, voulaient connaître son programme, son action, ses propositions, sans en partager pour autant toutes les préoccupations. La LCR et l'OCT voulaient, elles, privilégier le débat entre les courants de l'extrême-gauche. Et ce choix est significatif.

Comme est significative la volonté, essentiellement formulée par l'OCT, de mettre en avant les « inorganisés », les « groupes locaux », baptisés « mouvement de masse » pour la circonstance. Cette conception procède, là encore, de l'attitude qui consiste à réduire la portée politique de la campagne des révolutionnaires,

L'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche déterminerait-il une situation favorable pour la classe ouvrière ?

L'analyse que la LCR fait de l'Union de la gauche la conduit à répondre affirmativement à cette question. De son côté, l'OCT, à partir d'une analyse différente, aboutit à une même conclusion. L'une et l'autre de ces organisations affirment qu'une victoire de l'Union de la gauche est quasi

inévitabile et, à partir de là, expliquent qu'une telle victoire tout aussi inévitablement servira de stimulant et de tremplin aux luttes ouvrières ou populaires pour l'OCT. Cette analyse les conduit à soutenir l'Union de la gauche, présentée comme une première étape, qui permettra le développement de la conscience et de la combativité ouvrière, même si ce soutien est implicite, même s'il est formulé de façon critique.

Nous n'étions pas d'accord avec cette analyse, et l'attitude politique et tactique qui en découle. Nous ne le sommes toujours pas, et nous continuons à le dire.

Car pour nous, il n'est pas juste de fonder l'intervention des révolutionnaires sur l'hypothèse qu'une victoire de la gauche représenterait un facteur positif pour la classe ouvrière. Tout d'abord parce qu'une telle victoire n'est qu'une éventualité, possible en l'état actuel des choses, mais nullement certaine. Il ne nous apparaît pas sérieux de définir toute une stratégie sur un pronostic électoral. Mais ce n'est pas le plus important. L'important, dans notre analyse et dans notre politique, est d'affirmer que l'avènement d'un gouvernement Mitterrand, même s'il s'appuie sur les députés communistes, ne peut constituer, par sa nature même, un élément favorable aux travailleurs. Cela fait plus d'un demi-siècle que le mouvement réformiste a montré que même s'il prétendait vouloir défendre les intérêts ouvriers, il était, de fait, le représentant d'une politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier. Et c'est encore plus vrai aujourd'hui, en période de crise. Sa fonction, avouée quasi ouvertement par les dirigeants du PS, est de faire accepter une politique d'austérité à la classe ouvrière, politique que les politiciens de droite auraient du mal à imposer. C'est ce qu'il faut dire clairement dès à présent, sans attendre que les « masses fassent leurs expériences », car alors il serait trop tard. Car pour nous, les illusions peuvent peut-être mettre en action les travailleurs — tout comme elles peuvent les freiner — mais dans un cas comme dans l'autre, l'absence d'une conscience claire ne peut conduire qu'à la défaite et à la démoralisation. Dans cette situation, le rôle des révolutionnaires n'est pas de cultiver les illusions électoralistes, mais au contraire de les combattre.

C'est à partir de ces positions divergentes, qui ne sont pas de

pure forme, que les discussions se sont engagées entre nous et la LCR, puis l'OCT. Et c'est pourquoi le texte qui résulte de ces discussions est un compromis. En ne nous limitant qu'aux formulations qui permettent un accord, c'est-à-dire qui ne reflètent pas l'intégralité de notre position (ni celles de la LCR ou de l'OCT d'ailleurs), nous avons, comme les autres signataires de ce texte, fait une concession. Mais en déclarant, entre autres, que le PC et le PS « s'engagent à gouverner avec Giscard, dans le respect de la Constitution de 1958 » et en faisant préciser dans le texte d'accord que le PC et le PS « s'engagent à gérer l'économie de profit, à imposer à la classe ouvrière et autres couches laborieuses la politique d'austérité que la droite a du mal à leur imposer aujourd'hui », nous avons pu exprimer que nous ne nous faisons pas la moindre illusion sur les perspectives de l'Union de la gauche.

Bien sûr, cet accord se traduit à plusieurs reprises par des formules ambiguës, non pas par ce qu'elles expriment, mais surtout par ce qu'elles sous-entendent, qui peuvent être interprétées comme un appui à la politique de l'Union de la gauche. C'est le cas par exemple d'un sous-titre qui ne figure pas dans l'accord national, mais dans la partie nationale de la profession de foi. « Battre la droite », y est-il dit. Cet objectif, formulé de cette façon ne nous paraît pas correct, car il laisse entendre qu'au travers des élections on peut battre la droite autrement que sur le plan électoral, et surtout qu'une telle victoire électorale serait en soi un progrès pour les travailleurs et les catégories laborieuses. C'est au travers de telles formules et surtout au travers de ce qui n'est pas dit que passent les ambiguïtés qui peuvent se transformer en formule de soutien à la politique de l'Union de la gauche.

Néanmoins, malgré ces concessions l'accord nous paraît satisfaisant, d'autant qu'il ne s'agit pas pour nous d'inviter les travailleurs à voter sur la base de l'intégralité de notre programme. Il s'agit de permettre aux travailleurs d'exprimer et d'affirmer un choix simple, clair, qui les délimite nettement de la droite, mais qui ne consiste pas à s'en remettre à l'Union de la gauche, ni à cautionner sa politique. Et nous pouvons très bien développer dans cette campagne, sur les bases de l'accord commun, cette perspective politique.

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt



Une presse nouvelle face au monopole Hersant : à Rouen, naissance d'un quotidien « La tribune de l'agglomération rouennaise »

« Je soussigné X... déclare respecter les options de la majorité présidentielle. J'affirme que cette prise de position ne me pose aucun problème de conscience ».

Datez et signez. Vous allez pouvoir travailler pour Paris-Normandie. Obligés de choisir entre la soumission ou la démission, nombreux sont les journalistes qui ont préféré quitter le grand quotidien de Rouen. Vingt-neuf ont fait jouer la « clause de conscience », en décembre dernier, ce qui porte à cinquante le nombre des départs depuis qu'Hersant a pris le contrôle du journal. La moitié de la rédaction ! (...)

Le PCF, le premier, a voulu répondre au monopole d'Hersant, en soutenant ses propres journaux : au printemps dernier, ce fut La Dépêche de Normandie, qui commença par paraître deux fois par semaine, puis une seule fois, puis plus du tout. Aujourd'hui, c'est Rouen-Normandie nouvelle, un quotidien. (...)

UNE INFORMATION QUI N'EST PAS CELLE DES NOTABLES

Le projet des six de la Tribune : (...)

D'abord poursuivre la lutte engagée à Paris-Normandie. (...)

Tribune a rencontré un maximum d'organisations locales. Les syndicats, les partis de la gauche, les organisations d'extrême-gauche et de nombreuses associations ont été contactées. Les réactions, en gé-

ral, ont été plutôt favorables. (...)

La Tribune cherche à gagner sept à huit mille lecteurs dans l'agglomération rouennaise (450 000 habitants).

La Tribune s'appuie sur quelques précédents, tels que l'hebdomadaire Sud, dans la région de Montpellier, ou Grenoble ville ouverte, qui ont, eux aussi, tenté de briser le monopole des grands quotidiens régionaux. (...)

L'apparition d'une nouvelle presse régionale pourrait bien être le revers de la politique de concentration et de contrôle des quotidiens régionaux, menée par les grands patrons de presse, Hersant en tête, et par le gouvernement.



Premières assises nationales contre la pollution et les maladies professionnelles

Des chiffres : 5 000 morts chaque année, 100 000 blessés graves pour cause d'accidents de travail ; des thèmes de lutte : pour la reconnaissance, la prévention, l'indemnisation de toutes les maladies professionnelles. (...)

Le but des Assises est d'informer, d'échanger des expériences ; on travaille en commissions : alimentation et pollution, nuisances industrielles et maladies professionnelles, pollution de l'eau des fleuves et de la mer, dossiers noirs de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, cancer et environnement, nucléaire et travailleurs. Dans le forum sur Pechiney, des travailleurs et des médecins évoquent les effets de la fluorose, maladie professionnelle des travailleurs de l'aluminium et dénoncent l'attitude de la médecine

ne du travail qui refuse de communiquer aux ouvriers leurs radios sur lesquelles se décèlent les symptômes de la maladie.

On évoque aussi les bénéfices formidables que réalise PUK en fabriquant et vendant des produits dépolluants conçus pour éliminer les effets d'une pollution — celle de l'eau par exemple — dont ce trust lui-même est responsable. (...)

On évoque aussi la nécessaire unité à réaliser entre les paysans (comme ceux de la vallée de la Maurienne) dont le cheptel est décimé par les effets de la pollution made in PUK et les ouvriers en lutte contre des conditions de travail qui mettent leur existence en jeu.

L'IMPUNITÉ

Au moment où l'on aborde les

conditions concrètes de la lutte, la discussion s'embrouille un peu : un écologiste estime que nous sommes tous responsables, en tant que consommateurs et producteurs, de la puissance et de l'impunité d'un trust comme PUK.

Un camarade explique que la réalisation du plan de nationalisation prévu par le Programme commun permettrait de faire un premier pas vers la solution de ce problème.

L'un et l'autre se font vertement rabrouer par les animateurs du débat qui estiment qu'il faut mettre l'accent sur les responsabilités du système lui-même et la réalisation de l'unité entre les ouvriers, les paysans et les scientifiques contre le PUK. On reste sur sa faim.



Espagne : après la mutinerie de Carabanchel « Nous voulons une démocratie sans chaîne »

« Les autorités pénitenciaires paraissent avoir repris la situation en main, à la prison de Carabanchel à Madrid, après la mutinerie des jours derniers. Mais la tension n'est pas retombée pour autant, en dépit du transfert de plusieurs centaines de détenus aux pénitenciers de Burgos et de Puerto de Santa Maria près de Cadix. D'après les avocats, qui dénoncèrent la « grave situation dans laquelle se trouvent les droits communs, depuis plusieurs mois », près de 250 détenus ont été évacués en quelques jours de la troisième de Carabanchel.

Peu à peu les informations commencent donc à filtrer sur une mutinerie, la troisième en quelque mois,

beaucoup plus importante qu'on ne le soupçonnait au moment où elle se déclenchait. C'est le 19 février que les incidents éclatent avec l'évacuation forcée de 50 droits communs sur les centres pénitenciers d'Acana et de Zamora. (...)

A Carabanchel, comme le 22 janvier dernier, la réaction des prisonniers est immédiate. Une quarantaine de militants de la COPEL (Commission des prisonniers en lutte) se tranchent les veines en signe de protestation. Transférés à l'hôpital, ils montent sur les toits, où ils déroulent plusieurs banderoles « Amnistie totale » « SOS presse », « Pour une démocratie sans chaîne », « Justice dans l'égalité », « Fin des mauvais

traitements ». Vers 18 h 30, ce même samedi (19 février), les « gris » (police armée) des brigades anti-émeutes pénètrent à l'intérieur de la prison. Dès la première galerie, les tabassages commencent. Une vingtaine de politiques et de droit commun, alignés contre le mur, la mitrailleuse dans le dos, sont matraqués sauvagement. A la deuxième galerie, cinquante droit commun, malades et blessés des suites de la mutinerie de janvier, opposent une résistance farouche au point que les « gris » doivent arracher de leurs gonds, les portes bloquées au moyen de tables, de chaises et de matelas. (...)

J.M. ARTETA



du 2 mars 1977 :

« La mise à l'ombre de deux Nègres gênants »

Il est dix heures du soir à Paterson. Un sale patelin de New Jersey, à une heure d'autobus de New York. (...) Le juge Bruno Leopizzi regarde les deux nègres debout derrière une table. Rubin Hurricane Carter : 39 ans, né le 6 mai 1937 à Delawanna dans le New Jersey, John Arts, 31 ans... Ils ont déjà passé neuf ans en prison pour un triple meurtre qu'ils n'ont pas commis, neuf longues années avant que la cour suprême du New Jersey ne décide le 17 mars 1976, par sept voix contre zéro, la révision de leur procès. (...)

Les faits remontent au 17 juin 1966, à 3 heures du matin. Des coups de feu éclatent au Lafayette bar grill, un tripot dont l'accès est interdit aux Noirs. Trois personnes sont tuées, une quatrième blessée. (...) Carter le boxeur et son ami John Arts passent dans les parages, quelques minutes après à bord d'une Dodge 66. Ce

salaud de Carter, cet « animal nègre » comme dira le lieutenant Vincent Disimone. Hurricane a appelé les Noirs du ghetto à s'organiser eux-mêmes pour défendre leur quartier contre la rage policière. On comprend que les flics, qui l'appellent en 1966 « l'ennemi public numéro un » veulent sa peau. (...) L'accusation ne tient en fait que sur les témoignages de deux petits truands blancs, Arthur Bradley et Alfred Bello. (...) Seulement, en septembre 1974, le pot aux roses éclate. Bradley et Bello déclarent à un journaliste du New York Times avoir menti. L'histoire, à vrai dire, est classique. L'un et l'autre risquaient à l'époque de lourdes peines de prison pour plusieurs délits commis dans le New Jersey. Le lieutenant de police Vincent Disimone, monté en grade depuis, leur a mis alors le marché en main : vous chargez ces nègres et moi je glisse un mot aux juges. (...)

Il faudra un an et demi de campagne, avec pétitions, manifestations, articles de presse, avant que la cour suprême décide enfin la révision. (...)

Rien d'étonnant d'ailleurs à ce que le gouverneur du New Jersey, Brendan Byrne, reste bouche cousue (...) et préfère envoyer son représentant, Hawkins, le président du comité judiciaire de l'assemblée législative d'Etat, proposer aux deux détenus un sale marché ; dites seulement que vous étiez dehors à faire le guet et on diminuera la peine. (...) Mais Carter et Arts refusent. Ils veulent être reconnus entièrement innocents, ils veulent un second procès. (...) Le procès se déroule presque inconnu, sans que la presse en parle vraiment, sans que personne ne se mobilise. (...) Le 10 février, la sentence est rendue, John Arts ne pourra sortir de prison qu'en 1982, Rubin Hurricane Carter en 1995. Ils ont évidemment fait appel.

Ceux du Technique prépare sa conférence et sa fête

Les 23 et 24 avril prochains, Ceux du Technique, l'organisation révolutionnaire des collégiens liée à Lutte Ouvrière, devrait organiser sa conférence nationale et sa fête, si toutefois tous les problèmes matériels sont résolus.

Ce sera l'occasion, pour les collégiens révolutionnaires ou qui sympathisent avec nos idées, de discuter entre eux du bilan de l'année, qui a été notamment marquée par une campagne d'adhésions et d'explication de plus de six semaines devant les CET. Cette campagne, où avec une estafette les militants de Ceux du Technique sont allés de CET en CET passer un audio-visuel, proposer notre presse, distribuer des tracts, discuter avec les collégiens, aura permis de constater l'intérêt des collégiens pour les idées révolutionnaires.

Sur 70 CET de Paris et de la région parisienne où a été passé le montage audio-visuel présentant Ceux du Technique, des centaines et des

centaines de collégiens l'ont regardé et commenté. Devant la plupart des CET, l'estafette a rencontré un écho qui s'est concrétisé par des adhésions, des rendez-vous pour discuter de CDT et la constitution parfois de nouveaux Comités. Le passage de l'audio-visuel a suscité un intérêt qui ne peut qu'encourager les militants révolutionnaires.

Et les « Six heures de Ceux du Technique » organisées le 12 février en auront encore été la preuve, où 200 jeunes du Technique se sont retrouvés salle Lancry à Paris. Ces Six heures ont vu des discussions passionnées : la politique des révolutionnaires dans les CET, comment changer cette société qui laisse comme perspective aux jeunes de travailler



Une vue de la salle pendant les Six heures de Ceux du Technique, le 12 février dernier.

et de la fermer, etc. Cette animation s'est aussi manifestée pendant ces Six heures, lors du passage d'un film d'Yves Boisset Dupont Lajoie, où les racistes du film ont été largement hués et conspués.

Après les Six heures, la campagne continue, aussi bien à Paris qu'en province. Des dizaines de nouveaux CET seront touchés. Mais d'ores et déjà, pour Ceux du Technique, le bilan est positif. Car s'il y a une couche

de la jeunesse qui est réceptive à la politique et aux idées révolutionnaires, ce sont bien les futurs jeunes travailleurs.

Car les jeunes du Technique sont écœurés par tout ce qui les entoure, par ce monde où la seule perspective pour eux est de devenir de futurs travailleurs (et encore, lorsqu'ils ont la chance d'avoir du travail), qui doivent accepter l'exploitation sans broncher. Ils sont nombreux à refuser et ce sont eux qui ont

raison.

La politique, c'est avant tout l'affaire des jeunes, proclament les révolutionnaires, à Ceux du Technique. C'est bien entendu notre conception et la campagne qui est en train actuellement aura permis de confirmer la justesse pour les révolutionnaires de faire confiance à la jeunesse.

Alors la campagne continue et rendez-vous pour la conférence et la fête les 23 et 24 avril prochains.

Meeting de la Fédération Anarchiste du vendredi 25 février 1977 à la Mutualité

Trois membres de comités de la CNT et Maurice Joyeux sont intervenus. Un orateur a signalé les arrestations récentes de membres de la CNT en Espagne (50 à Barcelone, 15 à Murcie, 5 à Malaga) et a souligné que l'Etat attaque indirectement la CNT en présentant les anarchistes qui l'animent comme des terroristes.

Un autre orateur a rappelé l'activité de la CNT en Catalogne, à nouveau moteur de la CNT (en notant que c'est dans cette province qu'il y a le plus « d'immigrés de l'intérieur », Andalous, etc.) et a rendu compte de son dernier plénum, qui a réuni près de 1 000 personnes. Le meeting s'est terminé par un appel à la solidarité.

Correspondant LO

lu avec intérêt ... lu avec intérêt..



L'éditorial de Combat Ouvrier, bi-hebdomadaire, constate que la situation sociale à la Guadeloupe est marquée par la multiplication des grèves.

« Depuis plusieurs mois, on constate en Guadeloupe une volonté de lutte des travailleurs, qui se traduit par une série de grèves, qu'elles soient menées sous l'égide de la CGTG ou de l'UGTG. C'est ainsi que les travailleurs des hôtels, de la Chambre de commerce, de Grosse-

Série de grèves à la Guadeloupe : quelles perspectives pour les travailleurs ?

Montagne, de la SCEFA et de l'IFAC (banane), de la SEGT, d'Air Guadeloupe, de la SIG, des usines à sucre, du Bâtiment et des travaux publics, sont entrés en lutte ou sont sur le point de le faire. Deux journées de grève, le 21 octobre et le 27 janvier, ont mobilisé la majeure partie des travailleurs de l'industrie, du commerce et des fonctionnaires. Les jeunes ne sont pas en reste sur leurs aînés ; la grève de Baimbridge et actuellement la lutte

des CET du Moule et du Lamentin sont là pour en témoigner.

Dans de telles conditions, le moment semble particulièrement favorable pour envisager un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière en Guadeloupe. Un tel mouvement, certes, ne peut réussir s'il n'est pas préparé. Les luttes actuelles constituent une excellente préparation. Cela, à une condition : il faut offrir aux travailleurs une perspective de lutte. Or cette perspective n'est

pas donnée par les centrales syndicales. On assiste à une série de petites luttes, dures parfois, mais fractionnées, avec des objectifs limités. (...)

C'est donc aux travailleurs eux-mêmes de prendre l'initiative : ne pas attendre que la lutte soit déclenchée par le syndicat, mais entraîner le syndicat dans la lutte, et cela sur un plan d'ensemble. Alors seulement un véritable changement sera possible. »

Le Comité d'Information et de Défense des victimes de la répression en Tunisie nous communique :

« Camarades,
A l'occasion du 21^e anniversaire de la signature du protocole d'accord sur l'indépendance de la Tunisie, les Comités d'Information et de Défense des Victimes de la Répression en Tunisie (de France et d'Europe) organisent un meeting le 12 mars sous la forme de « 4 heures pour la Tunisie » (avec interventions, débats, activités

culturelles, etc.).
En effet depuis 1956 le peuple tunisien n'a cessé de combattre la politique anti-démocratique et anti-populaire du régime destourien, et pour les libertés démocratiques et l'indépendance nationale.
Les luttes, tout en gagnant des couches populaires de plus en plus larges, prennent des formes de plus en plus organisées.

Citons parmi les dernières luttes :

- Grève de 20 000 ouvriers de l'Office des Terres Domaniales contre la liquidation de ce bien-ci au profit des gros propriétaires.
- Lutte des ouvriers de la SIAPE (Phosphates) ainsi que les mineurs de la Jerissa, qui ont abouti à l'emprisonnement de militants syndicalistes.
- Condamnations de 20 lycéens et lycéennes de Jandouba à 2 ans de prison ferme pour avoir protesté contre l'augmentation de la pension.
- Lutte multiples de tous les prisonniers politiques, etc. »

Des réfugiés de la dictature uruguayenne arrêtés en Argentine

Le « Frente del Pueblo » (le Front du Peuple du Chili) nous fait savoir que les trois frères Echenique, dont l'un était un dirigeant syndical de son pays, ont été arrêtés en Argentine alors qu'ils fuyaient les menaces de la dictature uruguayenne. Mario, Eden-Mayo et Antonio Echenique

sont détenus respectivement à la prison de Villa Devoto, celle de La Plata et celle de Resistencia, où ils ont été l'objet de graves sévices.

Le « Frente del Pueblo » appelle à protester par écrit ou par téléphone auprès de l'ambassade d'Argentine (6, rue Cimarosa, Paris-6^e, tél. 704-34-21) pour exiger leur liberté.

Pour toute correspondance, s'adresser à RSVP ANCHA (camp. frères Echenique), BP 59 Paris 75623 Cédex 13.

Un enchevêtrement de flèches de grues, de hauts blocs de béton, le tout ceinturé d'un grillage surmonté de barbelés, c'est le chantier de construction de la centrale nucléaire de Gravelines dans la région dunkerquoise. Depuis le mardi 22 février plus personne n'y entre, sauf les cadres de l'EDF : les 1.500 travailleurs de la SPABA et de la SGE, principales entreprises chargées des travaux, sont en grève et tiennent des piquets. Ils revendiquent 10% d'augmentation de salaires, la prime de déplacement portée à 50 F par jour et une prime de hauteur, ainsi que des améliorations aux conditions de travail et de vie.

Car pour ce qui est des conditions de travail, ça laisse à désirer : les filets de protection pour le travail en hauteur sont inexistantes ou sont insuffisants, pas de points d'accrochage pour les ceintures de sécurité (alors que cer-

tains montent jusqu'à 50 mètres de hauteur), le matériel est insuffisamment entretenu et, par exemple, il y a moins d'un mois, deux travailleurs ont fait une chute parce que le plancher de leur échafaudage a cédé sous leur poids. La même semaine, un autre travailleur a été hospitalisé dans un état grave : il avait reçu, dans le dos, de plein fouet, le palan d'une grue. Depuis trois ans que le chantier est ouvert, cinq travailleurs y ont déjà trouvé la mort.

En ce qui concerne les conditions de vie, elles ne sont pas meilleures : plusieurs centaines d'ouvriers sont parqués dans des « cantonnements », à trois par chambre et surtout sans la moindre possibilité de distraction à des kilomètres à la ronde, trop souvent victimes, de surcroît, du racisme de quelques patrons de café et de quelques habitants de la région. Récemment, deux tra-

CENTRALE NUCLEAIRE DE GRAVELINES - Nord :

LA GRÈVE

vailleurs de la centrale ont été agressés dans un café et grièvement blessés par une bande de voyous.

Et ce racisme, latent ou affirmé, se retrouve dans la manière dont la presse commente la grève. Un chef de chantier interrogé par Europe N° 1 — et ce fut le seul point de vue à passer à l'antenne — déclarait : « Nous, travailleurs français, on ne demande qu'une seule chose : gagner notre « croûte » et ne pas être embêtés par les Nord-Africains ».

Quant à la Voix du Nord, elle ne peut pas parler des grévistes sans rappeler qu'ils sont Algériens, Nord-Africains, immigrés, ou Maghrébins.

La maîtrise de la quarantaine de petites entreprises qui travaillent, sous la direction de la SGE à la construction de la centrale essaye d'exploiter ce racisme pour tenter d'opposer les travailleurs des petites entreprises, qui ne sont pas en grève, aux grévistes de la SGE et de la SPABA qui interdisent l'accès du chantier. A cela, la

meilleure riposte sera d'essayer d'étendre la grève aux deux ou trois cents travailleurs des petites entreprises, qui ont les mêmes problèmes et pourraient avoir les mêmes revendications que les grévistes. Mais, à ce jour, même devant la menace d'intervention de la police — puisque le tribunal de Dunkerque a ordonné la dispersion des piquets de grève —, la CGT qui dirige le mouvement n'a esquissé aucun geste en ce sens.

Correspondant LO.

BANQUES

Une journée d'action

Vendredi 25 février, les fédérations de la banque, CGT, CFDT, CFTC, FO, appelaient au plan national l'ensemble des employés à cesser le travail 24 heures.

Cette grève a été diversement suivie. Au Crédit Lyonnais, à Paris, au siège et dans les annexes, la participation a varié de 10 % à 70 % de grévistes selon les services. La même proportion se retrouvait dans les agences. A Levallois, où travaillent 2.000 personnes, seulement 30 % du personnel a débrayé.

En province, le mouvement était suivi à 10 % à Aix-en-Provence, mais à 75 % à Limoges et Périgueux, à 70 % au Havre.

Si cette grève exprimait un mécontentement bien réel, la riposte venait tard puisque c'est le 4 février que les banquiers avaient annoncé qu'ils accordaient une hausse des salaires de... 0,16 %.

A Paris, un meeting rassemblait 2.000 personnes à la Bourse du

travail, où chaque organisation syndicale a pris la parole.

La CGT, si elle a dénoncé avec force Barre et ses 0,3 % de hausse des prix pour janvier, est restée vague en ce qui concerne l'action. Fait significatif, le représentant de FO a été le plus applaudi, notamment lorsqu'il a expliqué que seule une grève illimitée de la profession pouvait faire reculer banquiers et gouvernement. Par contre, des mouvements divers, sifflements et cris ont accueilli l'intervention de la CFDT, qui proposait de nouvelles formes d'action, qui ne sont guère nouvelles mais surtout qui n'ont d'action que leur nom. Par exemple, le refus des 0,16 % et collecte de cette somme, ce qui représente 4 à 5 F par personne, pour l'utiliser contre les banquiers (?); ou encore : grève du zèle, grève bouchon et grève surprise, service après service, pour désorganiser les chaînes de travail. Ce que le représentant de la CFDT résumait en appelant à

réfléchir à tout moyen susceptible de bloquer chacun à son poste de travail au moindre frais pour le salarié et au plus grand détriment des banquiers.

A la suite de ces discours, une manifestation de 1.500 personnes se rendit en cortège devant le siège de l'Association Professionnelle des Banques, rue Lafayette.

Les fédérations ne se sont pas encore mises d'accord sur la suite à donner, envisageant semble-t-il de consulter le personnel pour une nouvelle grève, fin mars !

Au Crédit Lyonnais, le personnel se lasse des journées d'action. Mais il n'a pas montré non plus pour l'instant qu'il était prêt à faire plus que ce que les organisations syndicales proposent. Ces dernières s'appuient sur ce sentiment pour justifier leur attentisme et l'émiettement de la riposte. Comme si elles ne portaient pas en premier lieu la responsabilité de cette situation.

Correspondant LO



La tactique des bureaucrates syndicaux dans les banques : une impasse !

CIPEL - CAUDEBEC

Échec au chantage

La Cipel-Caudebec (à côté d'Elbeuf en Seine-Maritime) est avec ses 900 travailleurs la plus grosse usine fabriquant les piles Cipel-Malbeuf. Le personnel ouvrier, des femmes en majorité, doit vivre avec un salaire moyen de 1.650 F net pour 40 heures, tandis que la CGE (trust auquel appartient l'entreprise) peut annoncer fièrement une augmentation de 16,8 % l'an passé du chiffre d'affaires de son secteur piles-accus.

Récemment plusieurs secteurs ont posé leurs cahiers de revendications et, sous forme de pri-

mes, de changement de coefficients, ont demandé de la rallonge. Il y a quinze jours, 4 caristes qualifiés (les gerbeurs), à la suite d'un jour et demi de grève, ont obtenu le salaire maximum de la catégorie pour tous, soit 200 à 350 F de rallonge pour trois d'entre eux. Cela a incité les 14 travailleurs du secteur PAC à se mettre eux aussi en grève le 21 février pour demander un changement de classification représentant de 33 à 70 centimes d'augmentation. Au bout de deux jours, c'était le branle-bas de combat dans les hautes sphères. La direction avait bien fait appel à certains chefs pour jouer les jaunes, mais ils n'avaient pas le rendement.

Du fait du rôle clé des PAC (elles fabriquent un élément indispensable à la fabrication des piles plates) il y avait un risque de blocage de cette production. La direction va agiter la menace du lockout. Le résultat a été l'inverse de ce qu'elle cherchait. Dès le lendemain 22 travailleurs du secteur voisin se joignent à la grève, car ils ne veulent pas travailler avec les chefs qui sont des briseurs de grève. Le même jour, grévistes et syndicats, en défilant dans l'usine avec des pancartes, appellent à un débrayage de solidarité de deux heures, qui est très bien suivi

dans chaque équipe. Les travailleurs votent en AG qu'ils occuperont l'usine si la direction précise ses menaces de lockout. Les noms des jaunes sont affichés, les chefs syndiqués CGC font une déclaration pour dire qu'ils refuseront de jouer les jaunes. Deux jours plus tard, le vendredi 25, les deux équipes débrayent à nouveau une heure.

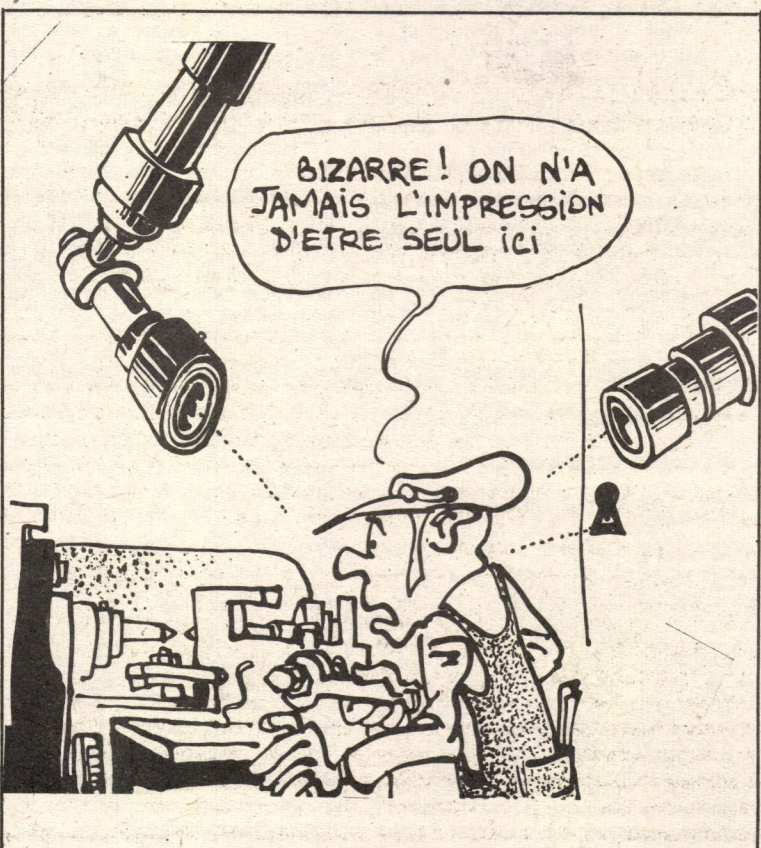
Devant cette réaction unanime qu'elle n'avait pas prévue, la direction annonce l'augmentation de 0,28 centimes à 0,42 centimes de la prime de salissure, l'augmentation de la prime de nuisance et 1,5 % pour toute l'usine, et par extension pour les usines d'Elbeuf et d'Argenteuil. Ce qui fait que les PAC ont obtenu environ 37 centimes.

Commentaire du directeur de l'usine d'Elbeuf : « Nous le faisons, mais nous n'avons pas le droit, car les prix n'ont pas augmenté de 1,5 % ».

Lundi 28, sur cette demi-victoire, les camarades des PAC et des Mises en pâte ont repris.

A l'heure où nous écrivons, les PAC ont repris, mais un autre secteur a posé le cahier de revendications, tandis qu'un autre a débrayé contre un avertissement. La direction de la CIPEL risque d'avoir encore des surprises...

Correspondant local.



AIA Clermont-Ferrand :

LES APPRENTIS ESPIONS

Certains chefs zélés ont trouvé les moyens d'espionner les ouvriers tout en restant cachés dans leurs bureaux.

En effet, à TZB, les interphones ont été installés communiquant du secrétariat aux différents ateliers. De ce fait, du secrétariat on entendait en permanence ce qui se disait dans les équipes.

Le procédé est astucieux mais dénonce bien l'esprit mesquin de ses auteurs.

FOURCADE JOUE LES MATAMORES

Fourcade, le ministre des Transports, a lancé son pavé lors d'une récente entrevue avec les confédérations syndicales de la SNCF : il envisage tout bonnement de remettre en cause la possibilité pour les cheminots de prendre leur retraite à 55 ans.

Une telle attitude, considérée par la majorité des cheminots comme une véritable provocation, n'est évidemment pas exempte de calculs électoraux. En somme Fourcade, appliquant la devise « diviser pour régner », désigne à la vindicte publique les cheminots qui, alors que la crise sévit, continueraient à bénéficier d'un somptueux privilège : la retraite à 55 ans !

Cette attitude musclée et intransigeante peut évidemment

plaire à un certain électoral. Il n'empêche que les propos de Fourcade sont inadmissibles. Car ce qu'il ne dit pas, c'est que les « avantages sociaux » accordés aux cheminots, dont la retraite à 55 ans, sont là pour faire avaler la politique des bas salaires pratiquée à la SNCF.

Alors bien sûr, Fourcade n'a pas encore mis son projet à exécution. Pour l'instant il en est au stade de l'« étude » comme il dit. Et ses conclusions n'aboutiraient pas avant 1978.

Sans doute veut-il tester, d'ici là, les réactions des cheminots. Car il est conscient qu'aujourd'hui, il se heurterait à de sérieux problèmes, s'il envisageait sérieusement de remettre en cause la retraite à 55 ans. D'autres que lui ont essayé. Ils y ont perdu des

plumes : la grande grève de 1953 fit reculer le gouvernement Laniel en plein mois d'août sur le même type de problème à l'encontre des fonctionnaires.

Bien sûr, aujourd'hui, les syndicats, la CGT et la CFDT en tête, dénoncent les « graves » menaces qui pèsent sur la retraite, mais ils ne font rien pour faire ravalier à Fourcade ses propos.

Jusqu'à présent, les cheminots n'avaient subi qu'indirectement les effets de la crise puisqu'ils bénéficient de la stabilité de l'emploi. Mais le gouvernement peut très bien dans l'avenir s'attaquer directement au statut des cheminots et à certains de ses avantages. Les cheminots doivent se tenir prêts, et se préparer à cette éventualité.

Correspondant LO

La SNCF fait du brigandage : pas nous !

Au service des trains de Paris-Lyon plusieurs ATV se sont faits sermonner et même sanctionner ; et cela parce qu'ils n'avaient pas relevé le total de 10 infractions dans un mois. La SNCF entend donc nous obliger à réprimer les usagers, à être à l'affût de la moindre occasion de rançonner les voyageurs.

Il y a peut-être un certain nombre d'agents qui ont d'eux-mêmes adopté cette attitude. Mais nous sommes aussi

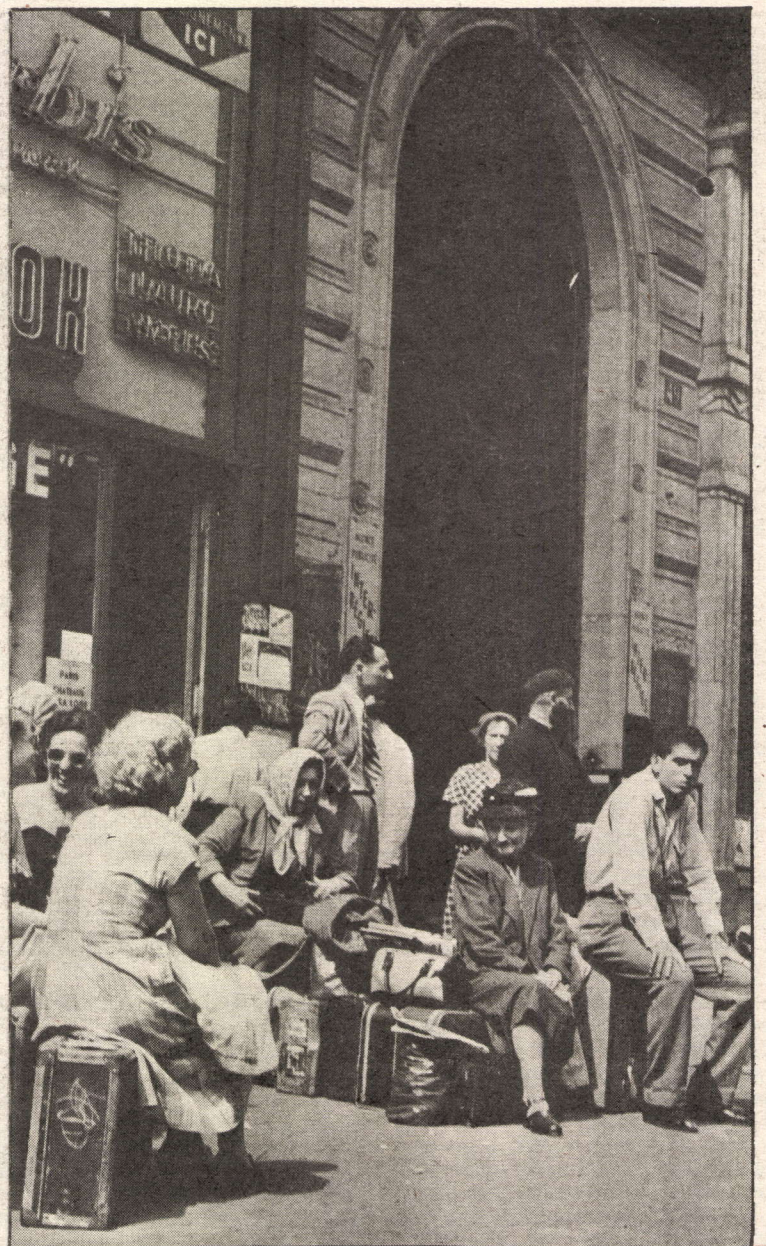
nombreux à penser que notre travail ne consiste pas à faire de la répression dans les trains, mais à les faire circuler pour le service des voyageurs. Nous pensons qu'ils est scandaleux de faire payer 30 F à des travailleurs qui peuvent ne pas avoir le temps de s'acheter un billet. Beaucoup d'entre nous n'ont pas envie de pourchasser les fraudeurs quand on voit que par ailleurs la SNCF consent des tarifs préférentiels aux grandes sociétés pour lesquelles se fait

l'essentiel du trafic.

D'ailleurs la SNCF n'a pas seulement pour but de lutter contre la fraude. Elle déclare avoir récupéré pour cinq mois la somme de 225.207 F au seul titre des fiches d'infraction. Autant dire que la SNCF veut récupérer des usagers plus que ne lui rapporterait la simple application des tarifs.

Nous ne voulons pas être complices de ce qui est une politique de rançonnement.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Sud-Est.



Fourcade veut peut-être jouer au Laniel, qui s'en prit en 1953 aux fonctionnaires. Résultat : une grève générale.

CITROËN - AULNAY

LA RÉPRESSION CONTINUE

A Citroën Aulnay, deux travailleurs viennent d'être licenciés. La direction invoque des fautes professionnelles et des prétextes d'ordre disciplinaire. En fait Citroën vient de jeter à la rue deux ouvriers qui refusaient de subir sa loi.

En effet, dès le mois de janvier, tout ce que l'usine comprend comme mouchards, délégués du patron, maîtrise, est sur les dents. C'est le renouvellement des cartes CFT et pour la direction il faut que chaque travailleur prenne sa carte. Pour elle, un ouvrier qui la refuse, c'est un communiste en puissance, et suivant les critères de Citroën, c'est intolérable.

Les pressions sont telles qu'il y a plus d'adhérents à son syndicat que de travailleurs qui votent pour lui lors des élections professionnelles, où cependant avec les menaces et tricheries elle obtint environ 90 % des

voix. Il faut dire que pour la carte, on explique à chaque travailleur, pendant des heures s'il le faut, que son intérêt est de la prendre.

Puis si les intimidations ne suffisent pas, il y a les convocations chez l'agent de secteur. Là c'est un représentant de la direction qui fait comprendre tout l'intérêt de la prendre. Si cela n'a pas été convaincant, c'est les mutations de poste à poste et d'atelier à atelier avec les retombées sur le salaire.

Mais lorsque Citroën juge que ce travailleur n'est pas docile, elle essaie de lui extorquer sa signature sur la lettre de démission. Pendant des heures des agents de secteur, des interprètes ou des membres de la maîtrise essaient de faire craquer nerveusement le travailleur enfermé avec eux dans un bureau.

Pour les travailleurs immigrés ne sachant pas lire le français, l'interprète dit que c'est une let-

tre pour la Sécurité sociale ou pour les vacances et que tout le monde a déjà signée.

Et quand la direction ne parvient pas par ses pressions à faire démissionner le travailleur récalcitrant, elle ne s'embarasse pas outre mesure de légalité. C'est la violence et le vidage pur et simple.

Deux travailleurs viennent d'être licenciés ainsi.

L'un des deux est revenu voir le chef du personnel accompagné de délégués ; la direction a fait donner immédiatement sa chiourme. Entouré, embarqué par les nervis du patron, le jeune travailleur licencié était séquestré quelque temps dans un bureau du chef du personnel avant d'être jeté dehors, tandis que les délégués étaient repoussés dans le couloir et l'un d'eux s'est vu infliger une journée de mise à pied.

Correspondant LO



CEGEDUR - ISSOIRE

Un délégué mis à pied : les travailleurs ripostent par la grève

Au milieu de la semaine dernière, le délégué CHS du secteur tôles fortes se voyait refuser par la maîtrise un bon de délégation demandée une heure auparavant. Le prétexte invoqué : il n'y avait personne pour le remplacer à son poste de travail.

Notre camarade décidait alors ne pas reprendre sa place comme les chefs le lui en donnaient l'ordre, mais d'exercer quand même sans bon son mandat. Il alla aussi porter ces faits sur le cahier dont le contenu doit être transmis obligatoirement à l'inspecteur du travail.

Le surlendemain, à la fin du poste, notre camarade était convoqué devant toute la maîtrise et le chef de service lui signifiait

par lettres deux jours de mise à pied pour abandon de poste.

Dès que la nouvelle fut connue de l'équipe de l'après-midi, nous nous sommes rassemblés dans le réfectoire en exigeant que le chef de service vienne nous donner des explications sur cette sanction. C'est d'ailleurs ce qu'il vint faire : il a assez de culot pour cela. Ce monsieur se présente sur la liste du Parti Socialiste à Issoire et pour cela certains d'entre nous lui dirent que son comportement était loin d'être en accord avec ses idées. De toute façon, ses explications furent jugées insuffisantes.

Nous sommes allés demander des comptes à la direction, puis que c'est elle qui a signé la let-

tre. Elle refusa, avec une attitude arrogante, de revenir sur la sanction. Nous avons alors décidé pour riposter une grève de huit heures par poste qui a été suivie à 99 %.

La direction cherche à régler ses comptes avec ce militant syndical qui la gêne et qui est connu pour sa combativité. Elle cherche aussi par la même occasion à porter un coup aux libertés syndicales dans l'usine et à porter atteinte aux acquis des travailleurs obtenus par la lutte.

La réaction de ses camarades d'atelier a montré à la direction que si elle tente autre chose contre ce délégué, ils ne la laisseront pas faire.

CHANTIER NAVAL DE LA CIOTAT

La direction serre la vis

Aux Chantiers Navals de La Ciotat, la direction veut nous serrer la vis un peu plus. Sur les bateaux, ce sont les chefs qui sont beaucoup plus souvent derrière notre dos, prêts à nous donner davantage de travail. La maîtrise fait littéralement la garde-chiourme, arrivant aux dernières heures de la journée pour éviter tout relâchement du travail. Ou, mieux encore, elle s'installe aux coupées interdisant aux ouvriers de descendre. On voit même quelquefois l'ingénieur d'un service descendre dans le bateau pour superviser le travail, bien entendu en fin de journée. Toutes ces mesures ont pour but d'augmenter la production. Ainsi, des menuisiers se sont vus interdire le bon de douche parce qu'ils n'avaient pas assez travaillé !

A une réunion du CE, la direction aurait répondu qu'avec toutes les heures d'absence on pourrait construire un quart de bateau supplémentaire. Profit oblige, elle a envoyé des lettres pour menacer de licenciement des dizaines d'ouvriers, afin qu'ils soient plus présents au travail. Plusieurs ouvriers ont même été licenciés sous prétexte d'absences ou de production insuffisante.

Les grands navigateurs

d'Alain BOMBARD

A la suite d'une série télévisée Au-delà de l'horizon, diffusée sur TF1, Alain Bombard a écrit un livre sur Les grands navigateurs. Treize petites chroniques consacrées aux plus grands noms de l'exploration maritime, Magellan, Colomb, La Pérouse, etc., à d'autres moins connus, Slocum ou Pythéas le Marseillais qui, cinq siècles avant Jésus-Christ, avait vraisemblablement atteint les banquises du Pôle nord, racontent dans un style vif et direct la grande aventure des découvreurs de notre vieille Terre.

Les références historiques et les anecdotes se mêlent à ses propres réflexions, et cela donne un livre alerte sans cesser d'être intéressant. Bombard aime ses héros. Et cela se sent.

Flibustiers, ambitieux, voleurs, avides de richesses et de célébrité, hommes de science simplement désireux de connaître et de servir l'humanité, tous ces personnages ont des motivations diverses. Mais tous ont en commun cette formidable volonté d'affronter les vieilles peurs de leur temps par rapport au nouveau, à l'inconnu.

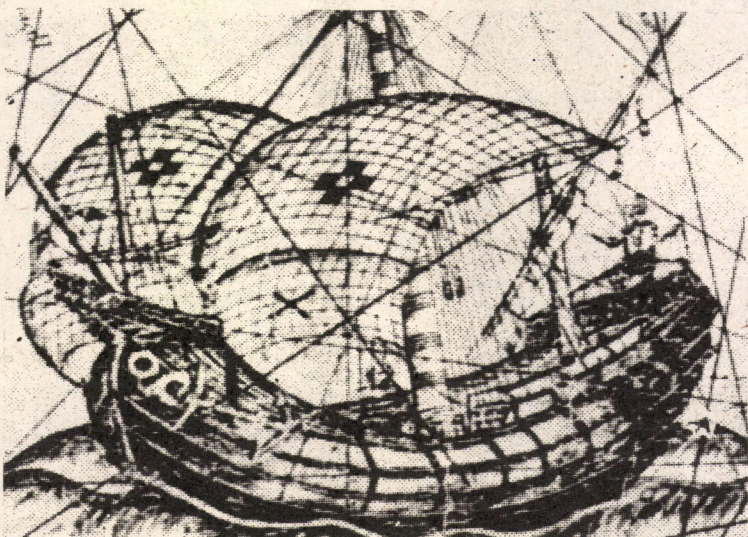
Bombard est connu, mais peu de jeunes se souviennent de lui. Et au détour d'un chapitre, Bombard souligne avec un peu d'amertume l'incompréhension et l'indifférence dont sont parfois victimes les découvreurs de la part de leurs contemporains. Qui, dans la génération d'aujourd'hui, se souvient qu'en 1952 il s'est embarqué seul pour plusieurs mois dans un canot pneumatique, uniquement nourri du plan-

ton des océans, abreuvé d'eau de pluie recueillie, afin d'étudier les conditions de survie des naufragés ?

Pour sortir de l'oubli ces « anciens » de la navigation, il a choisi d'écrire leur histoire. C'est fait avec talent. C'est riche et documenté.

Anne GARBE

Les grands navigateurs, d'Alain Bombard - Ed. Presses de la Cité - 45 F.



Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français

de Jacqueline MER

« Si le charisme étonne et détonne, dans la vie contemporaine, au point de n'être plus désigné que d'une manière scientifiquement irrecevable (don, grâce, mystérieuse et prestigieuse singularité), au mieux comme une carence de la rationalité, au pire comme une mystification, le

pouvoir charismatique, observé en société primitive, suscite plus de considération, et devient l'objet d'une analyse systématique... »

Et ainsi de suite sur 220 pages. Nul doute que l'ouvrage de Mme Mer ait son importance, mais il ne correspond pas tout

à fait à ce que le commun des lecteurs, vu le titre, aurait cru pouvoir en espérer...

André JUILLIARD

Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français de Jacqueline Mer - Ed. Payot - Coll. Traces - 54 F.

La sève du diable

On connaissait Jerzy Kosinski, romancier polonais vivant aux USA, pour son *Oiseau bariolé* où l'on assistait, au travers des souvenirs d'un enfant, aux horreurs de la Deuxième Guerre mondiale dans une contrée arriérée de la Pologne.

Dans *La sève du diable*, il nous montre Jonathan Whalen, l'héritier d'une grande famille

d'industriels américains, rentrant en Amérique, qui évoque ses années de vagabondage, de Katmandou à Genève, de fumerie d'opium en clinique de désintoxication, et ses tentatives d'échapper à ses responsabilités grâce à la drogue, au sexe, au crime et à la psychiatrie de groupe.

On n'arrive à croire ni à ce

hippy qui d'un geste peut faire appel à des millions de dollars ou aux avions de l'US Air Force, ni à ce patron de trust qui voudrait être libre de tout lien et indépendant de ses millions.

Assez déplaisant.

Vincent GELAS.

La sève du diable de Jerzy Kosinski - Le Livre de Poche n° 4878 - 6,50 F.

ERRATUM

C'est par erreur que la semaine dernière, à la suite de notre critique du livre de Lucien Malson, nous n'avons pas signalé la

référence de son livre, en indiquant à la place celle du livre d'André Francis dont nous parlions à ce propos.

Nous réparons notre oubli cette semaine : *Histoire du jazz et de la musique afro-américaine*, de Lucien Malson - Edit. 10/18.

Les causes de l'absentéisme féminin

PAR LA CGT NORD (Pas-de-Calais)

Il s'agit d'une série d'enquêtes effectuées par la CGT du Nord-Pas-de-Calais pour répondre au ministère du Travail, qui a publié des statistiques mettant en évidence le fameux absentéisme féminin, en particulier dans la région du Nord.

Hormis les statistiques et les chiffres qui sont donnés, l'intérêt de ce petit livre tient surtout aux témoignages qui y sont rapportés. Les ouvrières racontent leur vie, les journées qui commencent à 3 heures du matin pour attraper le bus qui draine la main d'œuvre féminine des mines vers la région lilloise, les cadences qui doublent en cinq ans dans les filatures, l'épuisement quotidien qui fait qu'elles « sont trop vieilles à 30 ans » aux Trois Suisses, les salaires à peine au-

dessus du SMIG qui font que, malgré le harcèlement et la maladie, dans le Nord, on ne s'arrête pas quand il faudrait, faute d'argent.

De cette lecture il ressort clairement que ce sont des conditions de travail qui rappellent les romans de Zola qui sont responsables de ce que les statistiques nomment « l'absentéisme féminin » et qui, en fait, est l'exploitation éhontée, l'usure effroyable des corps et des vies que le capitalisme réserve aux travailleurs, en particulier aux moins qualifiés d'entre eux, aux ouvrières.

Pierre LAFFITTE

Les causes de l'absentéisme féminin par la CGT du Nord-Pas-de-Calais. Editions Sociales (126 pages) - 10 F.

L'automne du patriarcat

de Gabriel GARCIA MARQUES

Ecrit à Barcelone pendant les dernières années du régime franquiste, le dernier livre de G.G. Marquez, *L'automne du patriarcat*, raconte l'histoire d'un dictateur qui n'en finit pas de vieillir, qui pourrit sur place avec son palais et son régime plutôt que de mourir. On ne saurait donc lire ce livre sans songer à Franco. Pourtant ce récit n'a rien d'historique. Le patriarcat en question est un dictateur imaginaire d'Amérique latine, vieux général qui a entre 107 et 232 ans. Nul ne sait s'il a jamais existé et s'il vit encore, enfermé éternellement dans son palais hallucinant, entouré de lépreux et de paralytiques, envahi par les vaches et les oiseaux, où des centaines de concubines et de soldats sont encasernés. Mais son pouvoir, lui, se maintient sans faille, à travers de plus d'un siècle de délations, de bestialité, de tentatives de coup d'Etat, d'exterminations.

Venu au pouvoir à la faveur d'un débarquement de « Marines », ce tyran a peu à peu épuisé toutes les forces vives, toutes les ressources du pays. C'est ce qui lui permet de durer, tous ses rivaux n'étant plus que de pâles sosies. Les Américains, n'ayant plus rien à piller, sont partis, non

sans avoir démonté et emporté, en pièces détachées, la mer des Caraïbes elle-même, dernière ressource du pays, en paiement de leur aide. N'ont-ils pas apporté avec eux la chaise électrique, dernière marque du progrès, en remplacement de l'ancestral procédé de l'écartèlement ?

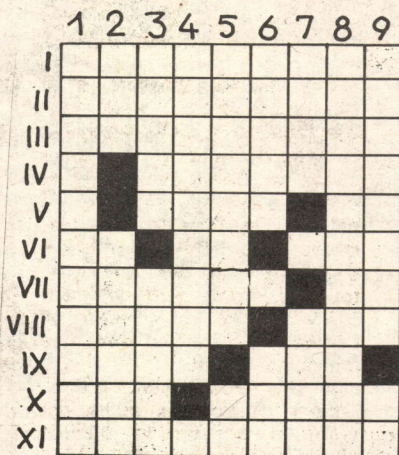
Le récit oscille entre l'horreur des situations et les images burlesques, les rebondissements cocasses de l'intrigue.

Il ne faut pas chercher à se retrouver dans les différentes trames du récit, dans les dizaines de personnages qui parlent tous indistinctement à la première personne, dans la mémoire du dictateur éternel qui rabâche le passé et dans les phrases sans ponctuation de la longueur d'un chapitre.

Ce genre de procédé est plus que déroutant. Il écarte de la lecture du livre un nombre important de lecteurs qui, lassés de ne pas s'y retrouver, l'abandonneront au bout de quelques pages. Et cela malgré la force et l'originalité et l'imagination poétique que certains critiques littéraires ont trouvées dans cet ouvrage.

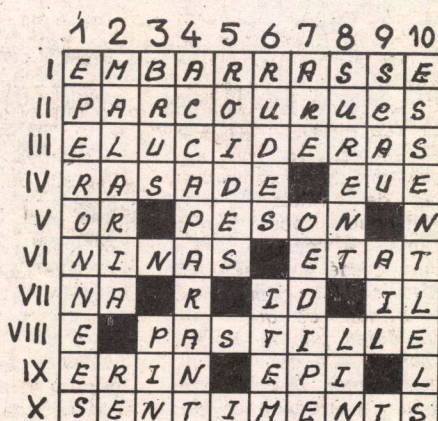
Dominique LEGER

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Avec feu. — II. Réagir à la surprise. — III. Procédé de conservation. — IV. Balancement dans leur travail. — V. Lance des flèches incendiaires. — Sur la Tille. — VI. Interjection - Symbole chimique - On ne peut en sortir à pied. — VII. Détacher les lettres - Artic. — VIII. Contrairement à la rose, n'a pas d'épines - Revers. — IX. Alla sans but - Ensemble de vassaux. — X. Issue - Suit ton. — XI. Remuer de la terre.

VERTICALEMENT. — 1. Sorte de vidence. — 2. Lanza ses sabots en l'air - Ouverte puis refermée. — 3. Fruit à noyau - Etre sans but. — 4. Bohémienne parisienne. — 5. Cache un cadavre - Possessif. — 6. A point - Méprisable. — 7. A des mâchoires - Baldaquin suspendu. — 8. Elle est méprisée par les racistes. — 9. Entrelacées - Fin d'infinitif.



THEATRE THEATRE

Les Ballets du Bolchoï à Paris

Le ballet du théâtre Bolchoï de Moscou va donner à partir du 4 mars à Paris une série de représentations d'œuvres connues du répertoire classique comme Giselle, d'A. Adam, ou Le lac des cygnes de Tchaïkovski, et d'œuvres plus récentes de Prokofiev ou de Katchaturian.

Voilà plus de deux cents ans que le Bolchoï est né. C'est une immense « usine » de 3.000 « travailleurs », danseurs, chanteurs, orchestre, solistes, machinistes, électriciens, etc., D'ailleurs le nom du Bolchoï, qui en russe signifie « grand », lui vient du fait que les Moscovites l'appelaient le Grand Théâtre par rapport au Petit théâtre (Maly) qui lui fait vis-à-vis et où se jouaient les pièces, alors que le Bolchoï s'était spécialisé dans l'opéra et les ballets. C'est là que furent créées les œuvres du répertoire russe de l'ancien régime, celles dont la réputation n'est plus à faire comme Boris Godounov ou Eugène Oneguine. Lorsqu'éclata la Révolution de 1917, les Bolchéviques l'ont maintenu en état de marche et le peuple enfin souverain n'y vit pas un genre décadent, aristocratique ou bourgeois. Au contraire, un immense public d'ouvriers et de soldats manifesta, en suivant les représentations, sa soif de culture et de musique. Il n'était pas question de fermer le théâtre un seul soir et toute la période révolutionnaire vit se manifester toutes les audaces d'adaptation et de mise en scène (audaces qui furent vite étouffées sous la période stalinienne).

De nos jours le Bolchoï vaut surtout pour son évidente maîtrise classique de la danse, ce qui avait déjà fait sa popularité au



XIX^e siècle. A la fin du siècle dernier en effet, dans les capitales européennes, la danse classique semblait avoir épuisé les possibilités de la chorégraphie. On parlait de décadence. Les ballets russes, à force de travail et d'endurance, arrivèrent alors à de telles prouesses techniques qu'ils ont redonné un nouveau souffle à la danse classique. C'est le Bolchoï qui a produit Diaghilev, Serge Lifar, pour ne parler que des chorégraphes.

Forme d'art très stylisée, d'où la personnalité, l'improvisation et le naturel ont été bannis, ce type de danse peut sembler bien conventionnel. Elle n'en reste pas moins un exemple prodigieux de la maîtrise que les hommes peuvent avoir de leur corps.

André JUILLARD

Aimer par-dessus tout la liberté

L'œuvre et la vie de Beethoven

Une heure avec Beethoven, sa vie, son œuvre. Une heure de spectacle audiovisuel, c'est-à-dire de projections de vues fixes accompagnées des plus célèbres morceaux du compositeur. Il a vécu dans l'Allemagne et l'Autriche des féodaux, à l'époque où la France connaissait l'explosion révolutionnaire. On s'aperçoit que Beethoven n'est pas si loin de nous. Il répond aux questions et aux sarcasmes : oui il a accepté le soutien de mécènes, de princes et de comtes... parce qu'il n'était guère possible de faire autrement à l'époque. Mais il a toujours gardé sa liberté de penser et l'a souvent clamé bien haut : « Prince, ce que vous êtes, vous l'êtes par le hasard de la naissance. Ce que je suis, je le suis par moi. Des princes, il y en a et il y en aura encore des milliers. Il n'y a qu'un Beethoven ».

Et si aujourd'hui nous rete-

nons quelquefois les noms de ces riches mécènes, c'est simplement parce qu'ils ont eu droit aux dédicaces. C'est vrai que Beethoven a écrit une symphonie en l'honneur du général Bonaparte, mais il en a déchiré l'intitulé lorsque celui-ci s'est fait sacrer empereur. Les portraits de l'époque alternent avec des images actuelles, qui donnent l'impression que, si Beethoven vivait de nos jours, il serait du côté de ceux qui luttent contre les tyrannies : un homme qui provoque la sympathie et dont la musique sait nous toucher jusqu'au plus profond du cœur.

André JUILLARD.

Théâtre Edouard VII - Place Edouard VII. M^e Opéra - Semaine et dimanche à 18 h 15. Relâche le lundi. Samedi : 14 h 30, 16 h, 18 h. Prix : 12 F. Prix de groupe : 8 F.

Loin d'Hagondange

de Jean-Paul WENZEL
mise en scène de Patrice CHEREAU

Faut-il être soi-même ennuyeux pour faire comprendre l'ennui ? C'est pourtant ce qui se passe avec *Loin d'Hagondange*. Durant deux heures, deux acteurs vont évoluer dans un décor unique. Le propos de la pièce est loin d'être inintéressant, puisqu'il s'agit de la vie d'un couple à la retraite, qu'on nous montre coupé du monde, de toute activité sociale, replié sur lui-même avec pour tout échange les banalités de la vie quotidienne.

Lui, ancien métallurgiste dans une usine d'Hagondange, n'accepte guère d'être « retiré » (le mot est parlant) à la campagne. Il tente de combler le vide par des heures sur son établi, à travailler la tôle au marteau. Pour elle, visiblement le mode de vie ne change pas. Elle doit supporter simplement un isolement plus grand ; loin d'Hagondange elle ne connaît personne. Elle continue de s'occuper du logis, même si les remarques de son mari se font plus aigres. Le rythme de leur existence monotone est marqué

par les gestes nécessaires : manger, faire la vaisselle, se mettre au lit, chercher le sommeil...

Ce problème de la mise à l'écart des vieux travailleurs, après une vie d'exploitation, et de la rupture déséquilibrante avec une vie auparavant centrée sur les huit heures d'usine, est réel et nous touche particulièrement car il illustre l'inhumanité de notre société.

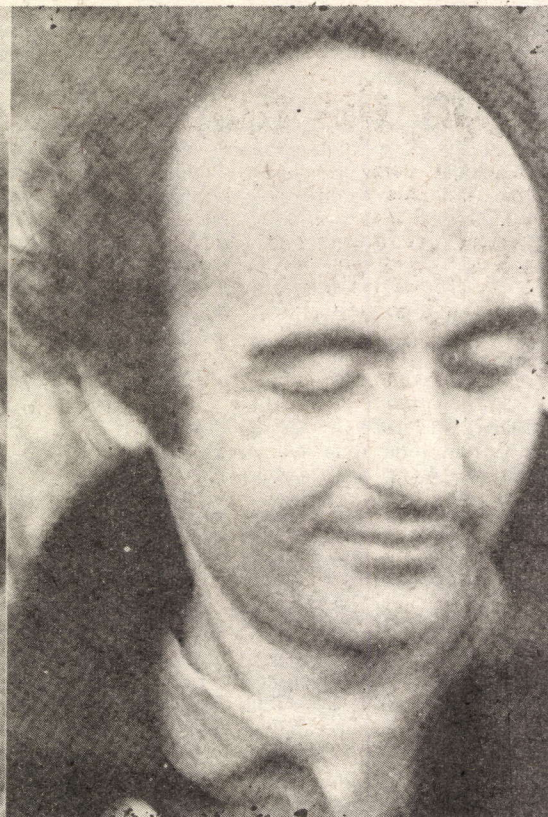
Seulement, même si *Loin d'Hagondange* évoque ce problème, la pièce ne nous émeut pas. Est-ce dû au parti pris de montrer certaines séquences en « temps réel » (elle fait chauffer réellement l'eau du thé sur scène et... le spectateur attend), au ton théâtral des acteurs lorsqu'ils se passent le sel, ou à l'angle abstrait sous lequel les auteurs et metteur en scène ont choisi d'aborder le problème ? Toujours est-il qu'on en sort déçu.

Viviane LAFONT

Théâtre de la Porte-Saint-Martin (Paris 10^e) - 20 h 30.

DISQUE - DISQUE - DISQUE - DIS

Les poèmes de Gaston Couté récités et chantés par Bernard Meullien et Gérard Pierron



Les poèmes de Couté récités et chantés par Meullien et Pierron viennent de paraître sous forme de disque et d'un deuxième recueil.

Les poèmes de Couté, c'est la vie et les espoirs des petits paysans de la Beauce. C'est aussi le cri de désespoir du « gars qui a mal tourné » et qui mourra à 31 ans en 1911 dans la misère : « Allons les hommes, allons mes frères ! Je veux bien que j'n'ai pas l'drouet au pain, Laissez-moi l'drouet à la chimère, La chimère d'ouï des saoulés d'vin ». Mais c'est

surtout un cri de révolte contre une société inhumaine qui abrute et réduit à la misère les « pauv' peigneux », contre ce « monde au cœur infect qui fait des enfants pour les faire souffrir ». Et s'il accuse l'Eglise, militaires et patrons avec une ironie mordante, c'est avec tendresse et passion que Gaston Couté plaide la cause du pauvre, conscrit, des p'tits matineux qui franchissent la porte triste de l'école, et de tous ces ouvriers et paysans, compagnons de sa vie errante et de ses espoirs.

Ces poèmes, Meullien et Pierron les ont sortis de l'ombre en parcourant villes et campagnes afin de les faire connaître. Il faut avoir entendu et vu Meullien les dire en patois : la passion avec laquelle il le fait est bouleversante. Il sait si bien transmettre émotion et révolte. Quant à Pierron qui, lui, chante les poèmes de Couté, il n'est pas moins éloquent.

Il faut absolument lire le recueil de poèmes qu'ils ont édité et acheter le disque. (Disque Alvarès - 819 (Y) - 30 F à la FNAC).

sélection

Films récents

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHE-RIFF » : Un réquisitoire contre la justice.

Bretagne et Odéon (6") - Paramount Opéra et Normandie (8") - UGC Gobelins (13") - Magic (15") - Paramount Maillot (17") - Les 3 Murats (16").

LE PRETE-NOM : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains, vus à travers l'histoire rocambolesque d'un prête-nom pour écrivain.

Panthéon et Saint-Germain Village (5") - France (8") - Athéna (12") - Studio Raspail (14").

COCORICO ! MONSIEUR POULET : Un marchand ambulant parcourt la brousse du Niger.

Saint-Séverin (5") - Olympic (14").

DERSOU OUZALA : Dans la taïga les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2") - Jean-Coc-teau et Studio Alpha (5") - Arlequin (6") - Paramount Elysées (8") - Paramount Galaxie (13") - Paramount Gai-té (14").

1900 : La montée et la fin du fascisme en Italie. Film en deux époques.

Templiers (3").

BARRY LYNDON : Les aventures d'un arriviste dans l'Europe aristocratique du XVIII^e siècle.

Impérial Pathé (2") - Grands-Augustins (6") - Gaumont Colisée (8") - Athéna (12") - PLM Saint-Jacques (14") - Clichy-Pathé (18").

Films plus anciens

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE : L'Algérie sous le joug de la colonisation. A ne pas manquer.

Louxor et Palais des Glaces (10").

JOUR DE FETE : Les aventures comiques d'un facteur de village un jour de fête.

Marivaux (2") - Boul'Mich (5") - Paramount Odéon (6") - Le Grand Paris (8") - Paramount Bastille (12") - Paramount Galaxie (13") - Paramount Montparnasse (14") - Orléans (14") - Con-vention et Saint-Charles (15") - Passy (16") - Paramount Maillot (17") - Secrétan (19").

LE BAL DES VAMPIRES : Un professeur farfêlu chez les vampires. Un film d'horreur plein d'humour.

Luxembourg (6").

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU : Un joyeux luron perturbe un asile psychiatrique et met à nu les absurdités du système.

Châtelet-Victoria (1^{er}).

LA BATAILLE DU CHILI 2^e partie : Le coup d'État

de Patricio GUZMAN



Ce film, qui commence au 29 juin 1973 et se termine au 11 septembre 1973, fait suite à L'insurrection de la bourgeoisie, première partie d'une trilogie sur la tragédie chilienne. Il a à la fois les qualités et les défauts de la première partie : il nous montre des images éloquentes sur le déroulement des événements du drame au Chili, mais ne nous en explique pas les raisons. Cela tient à son parti pris en faveur d'Allende, qu'il présente comme la victime d'une fatalité historique dont il ne fut en rien responsable.

Mais l'enchaînement des événements montrés donne par lui-même les éléments pour un jugement et une explication politiques.

Le 29 juin 1973, c'est la date du coup d'Etat manqué qui servit de répétition générale à celui de septembre. Les chars sont dans la rue. Les ouvriers aussi. Mais ce ne sont pas eux qui délivrent le siège du gouvernement. Il y a encore des régiments loyalistes qui mettront fin à cette première tentative de putsch. Allende demande au Parlement la permission d'instaurer l'état de siège pour lutter contre la sédition. Le Parlement — où la gauche, rappelons-le, n'a jamais eu la majorité — refuse. Allende, loin de passer outre, s'adresse aux travailleurs en leur demandant de renforcer les « cordons industriels ». Formule floue, dont on verra rapidement ce qu'elle recouvre. Car en effet, au milieu de juillet, les ouvriers décident l'occupation de leurs usines pour en obtenir la nationalisation par la confiscation à leurs propriétaires. Et Allende, loin de les encourager, leur envoie d'abord la police, que nous voyons tenter de franchir des barricades dressées par les ouvriers. Puis, comme les grenades lacrymogènes et les charges de police n'en viennent pas à bout... on leur envoie les dirigeants syndicalistes de la CUT qui, au nom du même Allende que les ouvriers voulaient soutenir, viennent leur demander d'abandonner leur objectif. Ce sera plus efficace que la police. Le film nous montre une discussion intéressante où un dirigeant syndical explique à des ouvriers du rang, qui ne com-

prennent pas, qu'il faut ménager les relations internationales si on veut obtenir des crédits pour l'économie, et donc qu'il ne faut pas s'emparer des entreprises qui appartiennent à des sociétés étrangères, et qu'il faut ménager l'armée car il n'y en a qu'une partie qui soutient le gouvernement.

L'armée, par contre, ne se gêne pas. Sous prétexte de chercher des armes qui auraient pu être cachées dans les usines, elle monte des opérations pour les fouiller, de sa propre initiative, sans requérir la moindre autorisation gouvernementale. Le film nous explique fort justement que cela lui permet de se faire la main, tout en testant ceux qui, dans ses rangs, pourraient être réticents.

Le film nous relate bien que, quelques jours avant le coup d'Etat fatal, des marins de la base de Valparaíso qui avaient dénoncé les préparatifs du putsch avaient été arrêtés et torturés, mais Patricio Guzman oublie de nous dire que ces soldats avaient été désavoués par... Allende lui-même.

Là est pourtant la clé qui permettrait de comprendre comment, une semaine après la formidable manifestation de 800.000 personnes à Santiago pour soutenir Allende, ce dernier était assassiné dans le palais de la Moneda en flammes, et surtout comment des milliers de militants et de travailleurs tombaient avec lui, victimes de la répression menée par les mêmes généraux que ceux qu'on avait pris l'habitude de voir aux côtés du héros de « l'Unité Populaire ».

La défaite sanglante de la classe ouvrière, Allende, qui avait sa confiance, en fut le premier artisan, même s'il en fut lui-même une première victime. Et les faits rendent terriblement dérisoire la conclusion du film où l'on nous dit que « le peuple n'est pas vaincu et que la résistance s'organise ». Car ce n'est pas de telles consolations verbales qui effaceront jamais que la classe ouvrière chilienne a payé de son sang, pour des années, ses illusions à l'égard d'hommes comme Allende et de ceux qui le soutenaient.

Louis GUILBERT.

Jour de fête

de Jacques TATI

En sortant en 1947 son premier film, *Jour de fête*, l'acteur-auteur Jacques Tati était un pionnier dans le cinéma comique français d'après-guerre. Son humour était fondé plus sur des situations drôles ou saugrenues que sur le dialogue.

Un certain nombre des gags du film ont été depuis repris par Tati lui-même, par Robert Dhéry ou Pierre Richard, d'où peut-être une impression de « déjà vu » lorsqu'on découvre *Jour de fête* aujourd'hui. Mais le rythme alerte sur lequel se déroulent les mésaventures de François-le-facteur, qui entreprend de faire sa tournée « à l'américaine », déclenche le rire. Il y a l'ironie gentille concernant les villageois un peu coccardiers (Tati va jusqu'à colorier à la gouache les drapeaux et lampions bleu-blanc-rouge sur une copie noir et blanc !). Tout cela vaut qu'on aille voir ou revoir le film.

Viviane LAFONT.

Je demande la parole

de Gleb PANFILOV

Je demande la parole est un film soviétique manifestement fait pour donner de l'URSS un visage favorable. Et plus précisément pour montrer que, dans les échelons intermédiaires du pouvoir, chez les petits bureaucrates, il y a des gens sincères, honnêtes, travailleurs, dévoués, etc. Mais on est bien loin des films du genre « réalisme socialiste », dont les personnages étaient tout d'une traite et où les histoires, toujours très morales, ne pouvaient que bien se terminer.

Femme et maire d'une petite ville industrielle, on voit Elizaveta Ouarova se battre pour obtenir la construction d'un pont et administrer correctement sa cité. Pour faire face à ses fonctions, elle doit constamment résister à la corruption et aux demandes de faveur. Même son mari, entraîneur d'une équipe de football, lui demande de procurer à ses joueurs des appartements neufs ou le téléphone. Son jeune fils aimerait avoir une datcha...

La vie en URSS ne nous est pas dépeinte sans défauts. Les préjugés antiféministes sont vivaces, les membres du conseil municipal sont lâches et refusent de prendre leurs responsabilités, des maisons à peine construites menacent de s'effondrer, il suffit que l'héroïne prenne la photo d'un pont, à Moscou, pour qu'un flic s'approche aussitôt et demande son identité, etc.

Elizaveta Ourarova elle-même n'est pas à l'abri de tout reproche. Ne la voit-on pas exigeant d'un auteur de théâtre, qu'il remanie sa pièce pour qu'elle soit plus conforme à la moralité soviétique. Elle se ridiculise d'ailleurs dans cette affaire.

Mais si le film montre que bien des choses ne vont pas, on en tire la conclusion que ce n'est pas vraiment le régime qui est responsable. Et qu'en URSS tout n'est pas si facile, et que les responsables font ce qu'ils peuvent, au milieu de mille difficultés. Ce qui est d'ailleurs probablement vrai dans bien des cas.

En définitive, il s'agit d'une glorification des bureaucrates, glorification qui rejailit sur le régime tout entier.

Cela dit, Je demande la parole est un film intéressant par ce qu'il nous montre de la vie en URSS, volontairement ou involontairement. Et ce n'est pas si souvent qu'on a l'occasion de voir cela au travers d'un film remarquablement interprété mais malheureusement un peu long.

Joëlle GERARD

Aux Dossiers de l'écran :

LA VIOLENCE EN QUESTION

Le débat était introduit par un film américain *L'incident*. Ce film montre deux voyoux, excités par la drogue et l'alcool, dans une rame de métro à New-York la nuit. Ils terrorisent et brutalisent les uns après les autres les passagers, sans que personne ne réagisse ou presque, par racisme, égoïsme, lâcheté aussi. Les uns après les autres subissent la loi des voyoux. Toute tentative de révolte, d'appel à la solidarité se heurte à l'indifférence.

Malgré quelques invraisemblances, le film avait le mérite de poser le problème très précisément, à la façon dont il peut être vécu par chacun d'entre nous, à Paris aussi. Et le témoignage d'un coursier parisien victime d'une agression en plein Paris à 17 heures devant des passants qui se sont arrêtés pour voir, les témoignages rapportés d'employés du métro, racontant des agressions dans les couloirs du métro, en pleine affluence à 18 heures, confirment ce sentiment. Les gens sont-ils donc lâches, ou à ce point indifférents ?

Le débat roula donc sur les causes d'une telle apathie. Car, comme le rappelait un sociologue présent, les gens ne sont pas lâches d'une façon générale. Mais la société moderne secrète l'individualisme, l'anonymat des grands ensembles, où personne ne connaît personne, de même que celui de la foule, favorise le « chacun pour soi » et le repliement égoïste. D'autres explications furent données aussi : la peur notamment

d'avoir des ennuis. Car on peut toujours venir au secours de quelqu'un, c'est même un devoir que chacun reconnaît volontiers, mais ensuite, il faut prouver la légitime défense ; cela implique enquête policière, procès et tracasseries de toutes sortes.

Mais quelles sont donc les solutions ? Un petit commerçant d'un village proche de Lyon raconta comment il a été amené avec d'autres collègues à s'organiser en milice pour lutter contre les cambriolages renouvelés dont ils étaient victimes, car la police ne faisait rien. Et aussi comment, de guerre lasse, ils ont fini par faire appel à une officine privée de vigiles, car ils ne pouvaient plus continuer à travailler de jour et veiller de nuit. Les cambriolages auraient cessé depuis.

Alors, faut-il renforcer la police ? Augmenter les effectifs du personnel du métro, au lieu de les diminuer, comme c'est le cas ? Mais pour les représentants de la Police judiciaire et de la Police municipale de Paris, comme pour celui de la RATP, présents au débat, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes policiers, et les opérations de contrôle policier dans le métro seraient un succès.

Pas un n'a relevé cette scène du film qui montre comment et dans quel sens la police intervient. Car elle intervient à la fin du film. Mais son premier geste, en entrant dans le métro, est de se jeter sur le seul passager noir du com-

partiment, pourtant victime comme les autres. Mais il n'y avait personne dans ce débat pour dire que les contrôles de la police, tels qu'ils se passent actuellement dans le métro ou dans les quartiers de banlieue, loin de rassurer, effrayent ceux qu'elle est censée protéger.

Un téléspectateur a fait dire qu'à son avis la police n'est pas au service de la population, mais qu'elle est là uniquement pour réprimer et passer la majeure partie de son temps à mettre des contraventions. Mais bien sûr, on ne lui a pas répondu vraiment, et

pour cause.

En fait dans ce débat, tous les problèmes ont été abordés, y compris le problème de fond.

Mais ils sont restés sans réponse. Et ce n'est pas surprenant. Car discuter de la violence et de la répression sans discuter des causes et des objectifs de cette violence, sans en contester les raisons, c'est obligatoirement se mordre la queue. C'est à chaque fois la conclusion qu'on peut tirer de ce genre de débat.

Cécile BERNIER



(Ph. AFP)

SELECTION

Samedi 5 mars

ANTENNE 2 - 17 h 30 - Des animaux et des hommes. Une émission sur le thème Le cinéma et les animaux.

FR3 - 20 h - Les animaux chez eux : le refuge de Brigantine. Dans l'Etat du New Jersey (USA), une réserve d'oiseaux aquatiques.

Lundi 7 mars

TF1 - 20 h 30 - Film : Monsieur Verdoux, de Charles Chaplin. Une satire sociale, acide et drôle.

FR3 - 20 h 30 - Film : Géant, de G. Stevens, avec James

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Drôle de musique : François Béranger.

Dimanche 6 mars

FR3 - 16 h 55 - Les grandes batailles : Grundwald - Tannenberg. En 1410, l'affrontement entre Les Chevaliers teutoniques et la Pologne.

FR3 - 17 h 50 - Espace musical : Symphonie n° 7 de Sibelius, musicien finlandais qui vécut de 1865 à 1957.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde, présente les lemmings, petits rongeurs des pays scandinaves.

TF1 - 20 h 30 - Film : Les seins de glace, de G. Lautner, avec Mireille Darc, Claude Brasseur, Alain Delon. Film policier.

TF1 - 22 h 15 - Questionnaire. 500.000 prisonniers politiques. Jean-Louis Servan-Schreiber s'entretient avec le fondateur d'Amnesty International, Sean McBride.

FR3 - 22 h 30 - Film : Les sorcières. Film à sketches réalisé par Franco Rossi, Bo'ogno, Pasolini, Visconti, V. de Sica.

Dean, Elisabeth Taylor. La chronique d'une famille de propriétaires terriens au Texas et la découverte du pétrole.

Mardi 8 mars

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran ont choisi pour thème Le monde des courses de chevaux et introduiront le débat par le film Casaque arc-en-ciel, de M. Relph et B. Dearden.

FR3 - 20 h 30 - Film : La route de l'Ouest, de A. Mc Laglen, avec K. Douglas, R. Mitchum, R. Widmark. Western.

TF1 - 21 h 55 - Les peintres naïfs yougoslaves. Un film documentaire sur cette école de peinture qui apparaît au début des années 1930.

Mercredi 9 mars

FR3 - 20 h 30 - Film TV : La Fortunette, de P. Cavassilas. Quand le tiercé devient gagnant chaque dimanche pour des habitants de Saint-Gratien.

TF1 - 22 h - Emission médicale : Le rein artificiel à domicile.

ANTENNE 2 - 22 h 55 - Juke Box : une émission consacrée à Stevie Wonder, musicien de jazz contemporain.

Jeudi 10 mars

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film : Zorba le grec, de M. Caco-

yannis, avec Anthony Quinn. D'après le roman de N. Kazantzakis et sur une musique de Mikis Théodorakis.

FR3 - 20 h 30 - Film : Lola Montès, de Max Ophüls. La vie romancée de celle qui fut l'amie de Liszt, de Louis 1^{er} de Bavière.

TF1 - 22 h 30 - Impressions sur un virtuose : Claude Kahn. Le pianiste interprète des œuvres de Liszt, Chopin, Ravel, etc.

Vendredi 11 mars

FR3 - 20 h 30 - Service public : Publicité, vérité ou mensonge ? avec la participation d'Henri Estingoy, directeur de l'Institut national de la Consommation.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Apos-trophes : Vive le roman populaire. Bernard Pivot s'entretient avec les romanciers Michel Déon, Jean Ederm-Halier, et bien d'autres.

FR3 - 21 h 30 - Igloolik ou la planète esquimaude. Une émission documentaire sur la vie des Esquimaux.

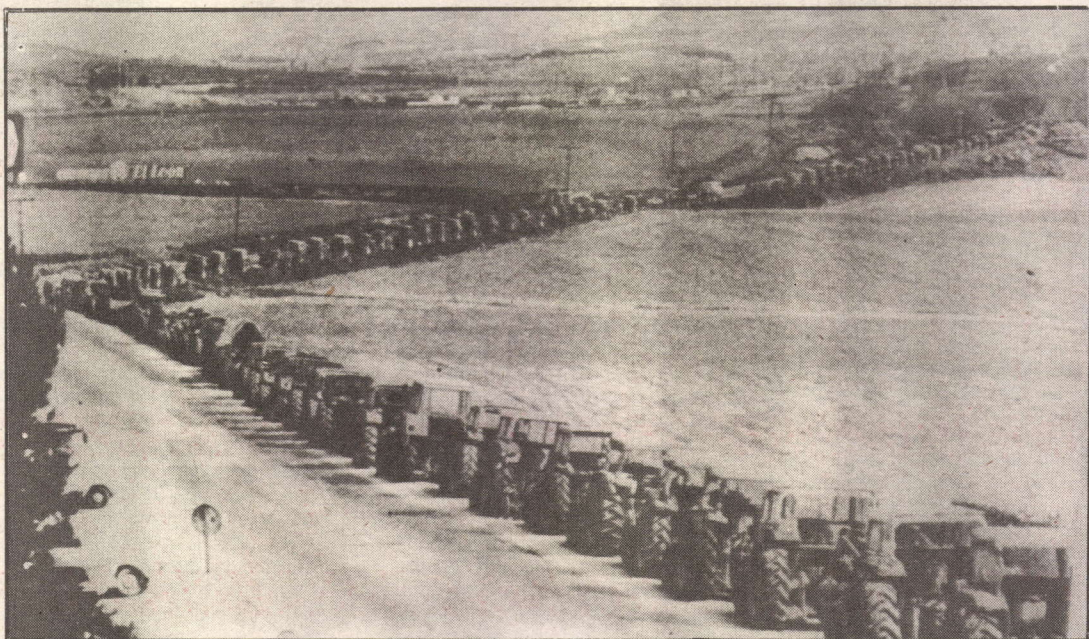
ANTENNE 2 - 22 h 45 - Film : Marie, de M. Meszaros. Film hongrois retraçant un drame familial.

Dimanche 13 mars

TF1 - 20 h 30 - Film : Le grand chef, d'Henri Verneuil. FR3 - 23 h - Film : David Golder, de J. Duvivier.

ESPAGNE

La colère des paysans



Des centaines de tracteurs sur les routes pour protester contre la chute des prix agricoles à la production, dans le Nord de l'Espagne. (UPI)

Parti du nord de l'Espagne, de la province de Léon, de la Vieille Castille et de l'Aleja, le mouvement de revendications des petits paysans espagnols qui manifestent sur le bord des routes avec leurs tracteurs, est en passe de s'étendre à toute l'Espagne.

Les agriculteurs des provinces du nord réclament des mesures de la part du gouvernement, pour compenser la chute des prix agricoles (particulièrement ceux de la pomme de terre), la Sécurité sociale et la création de leur propre syndicat.

Aujourd'hui les petits paysans réclament leurs droits face à la détérioration des conditions de vie due à l'inflation et à la crise.

Face à cette situation, les organisations ouvrières devraient montrer leur solidarité aux paysans en colère en leur proposant de lutter ensemble contre les possédants et l'Etat qui veulent imposer aux paysans comme aux ouvriers de supporter les frais de la crise.

Mais on sait d'avance que les grandes organisations ouvrières, que les partis de gauche ne mèneront pas cette politique. Ils ne sont préoccupés que par leur propre légalisation et par les perspectives électorales, voire gouvernementales... et ne défendent pas plus, d'ailleurs, un programme de défense des intérêts ouvriers face à la crise.

C'est une occasion de réaliser l'alliance dans la lutte de la classe ouvrière avec la petite paysannerie qui risque d'être perdue du fait de la politique opportuniste des organisations ouvrières.

Yves MORINIER

La grève des professeurs auxiliaires continue

Les collèges du pays sont pratiquement arrêtés depuis environ un mois et demi, en raison de la grève des professeurs auxiliaires qui composent en Espagne 75 % du corps enseignant. Ils luttent pour la garantie de leur emploi et aussi pour des salaires égaux à ceux des titulaires. En effet, ces derniers ont environ 50 000 pesetas (4 000 F) par mois, sans compter l'ancienneté, alors que les au-

xiliaires, eux, ne gagnent que 30 000 pesetas (2 400 F) par mois.

En guise de réponse à leurs revendications, le ministère de l'Education nationale a envoyé un télégramme à chaque directeur de collège afin qu'il prélève deux jours de paie par jour de grève.

Voilà en tout cas une mesure qui ne risque pas de calmer la colère des enseignants en grève.

G.C.

Une réforme qui ne reconnaît pas la liberté syndicale

Sur le plan syndical, il semble qu'on s'achemine actuellement en Espagne vers une situation qui est loin d'être radicalement différente de celle qui était en vigueur du vivant de Franco.

Certes les travailleurs auront le droit d'adhérer à une autre organisation syndicale que le syndicat officiel hérité du franquisme, la OSE. Mais ils devront, qu'ils le veuillent ou non, rester adhérents et cotisants à ce dernier : en effet la cotisation mensuelle continue

d'être directement prélevée sur tous les salaires.

Il s'agit pour les tenants du vieux syndicat directement lié à l'Etat de conserver leurs structures et leurs prébendes.

C'est dire que, dans la pratique, la réforme syndicale en Espagne reste bien en deçà des systèmes en vigueur dans les régimes de démocratie parlementaire européens, régimes que les actuels dirigeants prétendent pourtant imiter.

G.C.

MAROC

L'opposition regagne le bercail gouvernemental

Les deux principaux dirigeants de l'opposition au régime d'Hassan II viennent de faire leur entrée, ou plutôt leur rentrée dans le gouvernement.

Cette décision entérine un état de fait existant depuis environ deux ans, époque à laquelle l'opposition avait décidé de soutenir la politique gouvernementale visant à établir le contrôle du Maroc sur le Sahara occidental. Cette politique nationaliste s'est concrétisée, l'an passé, par un soutien ouvert à la « Marche verte ».

Mais cela ne constituait pas un changement fondamental de la po-

litique de l'opposition. M^e Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, et M^e Boucetta, secrétaire général de l'Istiqal, les deux nouveaux ministres « d'opposition », ne sont pas des nouveaux venus : ils étaient déjà membres du gouvernement, il y a environ une quinzaine d'années.

Et si leur retour au gouvernement n'a pas eu lieu voici quatre ou cinq ans, lorsque Hassan II fit appel à eux, ce ne fut finalement qu'une affaire de circonstances.

Certes, leur acceptation aujourd'hui des propositions « royales »

représente un nouvel acte d'allégeance.

La participation des deux plus importants représentants de l'opposition ne peut qu'apparaître comme un succès de la politique dite de « démocratisation » engagée par Hassan II en novembre dernier.

Et surtout, alors que le Maroc est lui aussi touché par la crise économique, le roi compte sur eux pour user de leur crédit auprès de la population afin de maintenir la paix sociale. Car si l'opposition représentée par Bouabid et Boucetta fut toujours une opposition respectueuse, la répression dont

elle fut victime pendant plusieurs années n'a pu que donner à ses dirigeants une auréole de véritables opposants à la dictature.

Mais cette auréole et quelques promesses de réformes économiques et sociales suffiront-elles pour faire accepter aux travailleurs une hausse annuelle des prix de 15 % et l'existence d'au moins 400 000 chômeurs ?

Il est bien difficile de le dire. Toujours est-il que Hassan II joue la carte de « l'opposition » tout en gardant celle de la répression.

François SAVERT

Café : quand les « gringos de Jacques Vabre » s'en mettent plein les poches

Le prix du café va peut-être augmenter de 40 % d'ici peu. L'explication fournie par les trusts n'est pas nouvelle : les pays producteurs de café, et en particulier le Brésil, premier d'entre eux, ont vu leur production diminuer considérablement. Alors, n'est-ce pas, pour ces trusts, c'est simple : moins de café, autant de demande, la loi de l'offre et de la demande aidant, il n'y a pas le choix : le cœur serré, les grandes sociétés s'apprêtent à « réajuster »

en conséquence leurs prix.

Evidemment, tout ceci est faux et ne peut expliquer une possible hausse en France, puisque les importations proviennent en majorité d'Afrique, dont la production n'a pas baissé. Et si le Brésil a vu la sienne réduite, il a cependant vendu en volume autant cette année que l'année dernière. Mais dans leur déclaration d'achat, les pays importateurs signaient pourtant une baisse de 20 à

50 % de leurs importations, soit une différence de 200 000 tonnes ! Où sont-elles passées ? Il ne faut pas être grand clerc pour le deviner. Elles sont stockées par les grandes compagnies contrôlant le marché mondial : la General Food et Nestlé, qui organisent ainsi une pénurie artificielle leur permettant d'augmenter leurs prix. Au demeurant, celles-ci ne font qu'utiliser une pratique tout ce qu'il y a de courante dans le monde des affaires : qui ne

se souvient des hausses du prix du pétrole ou du sucre ?

Personne ne s'y trompe. Mais le gouvernement français, bon enfant, fera mine de ne pas voir ce stratagème de bas étage. Et les trusts empocheront sans doute des superprofits sans se fatiguer le moins du monde.

En France, on n'a pas de pétrole, pas plus de café. Mais pour ce qui est des margoulins, on est gâté...

Guy FICHET